



Édito

de Fabrice Boudjaaba,
Directeur adjoint de l'InSHS

L'Institut des sciences humaines et sociales du CNRS a de multiples partenaires au sein de l'ESR français : les universités d'abord, mais aussi les grandes écoles et les organismes de recherche et, au-delà, d'autres types d'établissements, ou encore des ministères, en particulier le ministère de la Culture [p2]

VIE DES LABOS

ATILF. Des mots pour le dire, le dire par des mots

Malgré la pandémie de Covid-19, cette année anniversaire des vingt ans du laboratoire Analyse et Traitement Informatique de la Langue Française a permis une réflexion sur le passé du laboratoire, partagé et individuel, et de se replonger aux origines. Ce regard historique nous aide à mieux nous connaître aujourd'hui les uns les autres et, surtout, à pouvoir mieux imaginer l'avenir que nous voulons construire [p10]

À L'HORIZON

Produire un savoir empirique à distance

Chargée de recherche CNRS à l'Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux Sciences sociales, Politique, Santé, Chowra Makaremi a obtenu, en 2018, un financement ERC *Starting Grant* pour le projet OFF-SITE - Violence, formation de l'État et politiques de la mémoire : une ethnographie hors-site de la violence post-révolutionnaire en Iran [p14]

ZOOM SUR...

Rôle des MSH dans le paysage en évolution des sciences humaines et sociales

Ce dossier sur les MSH s'inscrit dans le contexte d'un long travail de renouvellement des MSH, entamé à l'automne 2018 : un processus allant d'une réflexion sur les évolutions des missions des MSH au réexamen des structures de gouvernance et de pilotage tant des MSH, que de leur Réseau national (RnMSH) [p16]

UN CARNET À LA UNE

À travers champs [p35]

NOUVELLES DE L'INSTITUT

L'InSHS accueille un nouveau membre [p3]

Bilan de la campagne postdoctorants [p3]

OUTILS DE LA RECHERCHE

BiblioGraph : un outil et une méthode pour visualiser les paysages scientométriques

Développé avec le soutien de la MITI du CNRS et en collaboration avec , BiblioGraph est un outil expérimental permettant de transformer un corpus de notices bibliographiques en un paysage scientométrique — autrement dit une visualisation prenant la forme d'un réseau de références et de métadonnées extraites d'un corpus de notices bibliométriques [p4]

VIE DES RÉSEAUX

RTP « Islams et chercheurs dans la cité ». Bilan et perspectives

Le RTP « Islams et chercheurs dans la cité » est un réseau thématique pluridisciplinaire créé en janvier 2017 avec le soutien de l'InSHS et accueilli à l'Institut d'études de l'Islam et des sociétés du monde musulman. Sa mission était d'une part de favoriser les échanges entre jeunes chercheurs et chercheuses en sciences sociales travaillant, à partir de perspectives et méthodes différentes, sur des terrains originaux, et d'autre part de faciliter les transferts vers la société civile, les médias, les acteurs publics [p7]

LIVRE

REVUE

PHOTO

À LA UNE

Stéphane Rostain
La forêt vierge d'Amazonie n'existe pas



La forêt vierge d'Amazonie n'existe pas, Stephen Rostain, Éditions Le Pommier, 2021

Depuis trop d'années, le grave état de santé de l'Amazonie inquiète. Déforestation sauvage, incendies, élévation de la température...

Autant de symptômes d'un fatal déséquilibre aux prochaines implications climatiques globales, et irrémédiables. En cause ? Une destruction systématique menée, depuis trois siècles à peine, par les sociétés occidentales [...]

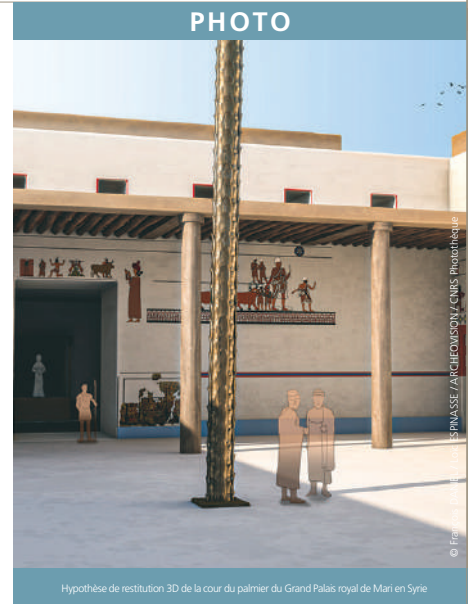
[voir toutes les publications](#)



Créée en 2016, JIMIS est une jeune revue scientifique internationale à comité de lecture, en langues française et anglaise. JIMIS aborde de façon originale des thématiques et des problématiques scientifiques transversales.

En effet, la plupart des revues sont adossées à une discipline ou à un domaine particulier. Elles sont parfois ouvertes à des numéros interdisciplinaires, mais touchent en général certaines communautés de chercheurs et de chercheuses dans un périmètre thématique donné [...]

[voir toutes les publications](#)



Hypothèse de restitution 3D de la cour du palmier du Grand Palais royal de Mari en Syrie



Édito

de Fabrice Boudjaaba,
Directeur adjoint de l'InSHS

L'Institut des sciences humaines et sociales du CNRS a de multiples partenaires au sein de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (ESR) français : les universités d'abord, mais aussi les grandes écoles et les organismes de recherche et, au-delà, d'autres types d'établissements, ou encore des ministères, en particulier le ministère de la Culture. Ces relations passent avant tout par le biais des unités que nous co-pilotons avec eux mais elles se concrétisent également par des initiatives communes ; le co-portage de programmes ou de projets de recherche ; la participation conjointe à des réseaux nationaux et internationaux.

Cette multiplicité de partenaires est une richesse dont l'expression la plus évidente est ce qu'on appelle communément la « brique de base » de notre système de recherche, à savoir l'unité mixte de recherche (UMR). Cette grande diversité de partenaires conduit ainsi l'InSHS à être attentif aux spécificités de chacun d'entre eux et à inventer ensemble de nouvelles formes d'accompagnement de la recherche et de la formation à la recherche par la recherche. D'un autre côté, l'InSHS est aussi la partie d'un tout, l'un des dix instituts du CNRS, et à ce titre, sa politique scientifique se doit de s'intégrer à celle de l'organisme dans son ensemble et d'en déployer les orientations principales. Ainsi, par exemple, l'interdisciplinarité évoquée dans l'éditorial de la Lettre de l'InSHS de septembre 2021, qui constitue l'une des priorités scientifiques du CNRS, se décline également dans la politique de l'InSHS. Entre ces deux constantes, l'InSHS prend également en compte les importants changements qu'a connu l'ESR au cours des dix dernières années, sous l'impulsion du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI), et adapte en conséquence les formes de ses coopérations aux évolutions de ces partenaires et du paysage académique.

Après une série de transformations profondes de nature aussi bien institutionnelle que scientifique avec, en particulier, des regroupements, voire des fusions d'établissements, et l'émergence de grands programmes de recherche dans le contexte des Programme d'investissements d'avenir (PIA) 3 et présentement 4, le paysage de la recherche française pourrait être amené, dans les années à venir, à voir son organisation se stabiliser au sens où un nombre important de sites arrivent au terme de ces évolutions sur le plan institutionnel.

Dans le cadre d'un récent rapport, la Cour des Comptes suggérait de donner à l'Institut, dans ce nouveau paysage, une mission nationale pour l'ensemble des sciences humaines et sociales, au même titre que certains instituts du CNRS. Ce n'est pas la voie qui a été privilégiée par le CNRS. Certes, l'InSHS a pour mission de développer un certain nombre de dispositifs de portée nationale ; c'est le cas par exemple à travers les Très grandes Infrastructures de Recherches (TGIR/IR*) Huma-Num et Progedo dont les services et les actions s'adressent à l'ensemble des communautés

en sciences humaines et sociales dans et hors des UMR. C'est aussi le cas à travers le dispositif des vingt-deux Maisons des Sciences de l'Homme (MSH) qui contribuent au déploiement de la politique de l'InSHS. C'est enfin le cas à travers les réseaux des UMIFRE de l'InSHS et la politique des réseaux scientifiques (groupements d'intérêt scientifique, groupements de recherche, *international research projects*, *international research networks*, réseaux thématiques pluridisciplinaires). Chacun de ces éléments participe de missions de l'InSHS à l'échelle de l'ensemble de l'ESR tout en étant fortement articulés et en cohérence avec sa politique scientifique propre. Pour autant, le partenariat reste le mode privilégié de coopération de l'InSHS avec les acteurs de l'ESR en sciences humaines et sociales.

En partant de l'hypothèse d'une relative stabilisation du paysage académique, il nous semble nécessaire aujourd'hui d'engager une réflexion sur les modes de relations que l'InSHS noue avec ses partenaires, qui sont aussi parfois, de fait, de « nouveaux » partenaires. Les formes de coopération ne peuvent être identiques selon qu'il s'agit d'une université intégrée, interdisciplinaire et de recherche intensive ou d'un établissement spécialisé dans les sciences humaines et sociales. Dans le premier cas, l'action de l'InSHS doit être très coordonnée à l'action du CNRS dans son ensemble, dans le second cas, l'InSHS doit déployer sa politique de manière plus spécifique à l'adresse de partenaires entièrement dédiés aux SHS, tout en étant attentif à demeurer dans le cadre des grandes orientations fixées par l'organisme.

Dans ce nouveau paysage, les partenaires continuent cependant d'être nombreux et, de ce point de vue, la difficulté reste entière d'un point de vue pratique — pour simplement parvenir à se rencontrer de manière régulière — et du point de vue de l'allocation des ressources et de l'affectation des personnels. L'InSHS, rappelons-le, est tutelle de près de 300 structures de recherche dont 200 UMR.

Partant de ces différents constats, l'InSHS poursuit donc une réflexion sur les modalités de ses partenariats avec pour objectif de concevoir et mettre en œuvre, à travers une politique d'allocation des ressources disponibles, des ambitions scientifiques communes et d'aller, chaque fois que c'est possible, au-delà de la seule gestion commune de nos unités en cotutelle. Celles-ci naturellement restent au cœur de nos coopérations et de l'allocation des ressources disponibles. Nous devons aussi être capables d'identifier conjointement avec nos partenaires des espaces de collaborations spécifiques adaptés à leurs priorités scientifiques et à celles de l'InSHS et de porter des actions de recherche dans ces champs identifiés. C'est dans cet esprit que l'InSHS a entrepris une série de rencontres avec ses partenaires mais qu'il a également initié des temps d'échanges avec les directrices et les directeurs d'unités pour identifier ces espaces de coopération et partager avec eux les priorités scientifiques de l'InSHS.

L'InSHS accueille un nouveau membre



Pascale Goetschel

Pascale Goetschel a rejoint l'InSHS en tant que directrice adjointe scientifique de la section 33 Mondes modernes et contemporains.

Agrégée d'histoire, elle a enseigné l'histoire et la géographie entre 1985 et 2000, en collège puis en lycée, avant de rejoindre l'enseignement supérieur.

Maîtresse de conférences puis professeure

des universités à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, elle est membre du [Centre d'histoire sociale des mondes contemporains](#) (CHS, UMR 8058, CNRS / Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne) qu'elle a dirigé entre 2014 et 2018. Elle a été chargée de mission « bibliothèques et Grand équipement documentaire », puis « Campus Condorcet » au sein de l'équipe de direction de son

université. À cette occasion, elle s'est consacrée aux questions documentaires et à la préparation d'une partie de l'implantation de son université au nord de Paris.

Elle a publié et dirigé plusieurs ouvrages consacrés à l'histoire culturelle, politique et sociale de la France contemporaine ainsi qu'à l'histoire des spectacles, plus particulièrement du théâtre. Elle a fait paraître en 2020 *Une autre histoire du théâtre. Discours de crise et pratiques spectaculaires. France, XVIII^e-XXI^e siècles*. Elle s'intéresse par ailleurs à d'autres aspects de l'histoire contemporaine : l'histoire des cultures sonores ; les liens entre spectacles et audiovisuel dans une perspective transmédiatique et en coopération avec des collègues brésiliens ; l'histoire des fêtes, des loisirs et des usages du temps libre ; la patrimonialisation des arts de la scène ; les questions de genre au spectacle ; l'histoire de la francophonie en festivals.

pascale.goetschel@univ-paris1.fr

Bilan de la campagne postdoctorants

Depuis près de cinq ans, l'InSHS a lancé une campagne de recrutement de trois à cinq postdoctorants par an sur ses thématiques scientifiques majeures. L'objectif de l'institut est de soutenir des projets originaux portés par des laboratoires très différents en formant, pour une durée de deux ans, de jeunes chercheurs et chercheuses qui pourraient un jour, qui sait, se retrouver au CNRS.

Ce projet a suivi certaines thématiques prioritaires de l'InSHS : les humanités numériques, les méthodes quantitatives pour les études classiques et la philologie numérique, l'intelligence artificielle en SHS, etc., et a proposé des ouvertures scientifiques pour étudier les inégalités éducatives, les sociétés dans des environnements fragilisés par le changement climatique ou encore pour s'intéresser aux théories, pratiques et performances des arts.

Les sujets de postdoctorat retenus manifestent la richesse thématique et la prise de risque scientifique permise par ce dispositif, des « valeurs de la vie dans les biobanques » (2018) à un travail sur les « musiques urbaines et diaspora congolaise en région parisienne » (2021), de l'étude des « dynamiques de long terme du capitalisme français vues à travers les humanités numériques » (2018) à l'« évolution des paysages commerciaux dans la ville à l'ère d'Internet » (2021) en passant par une réflexion sur « l'allocation d'organes via des algorithmes » (2020). Qu'il s'agisse de travaux engagés dans des unités de recherche de géographie, de philosophie, de littérature ou bien encore d'économie, ces travaux, menés par de jeunes chercheurs ou chercheuses français comme étrangers, témoignent de la capacité d'innovation des candidats comme du dynamisme des équipes qui les accompagnent.

contact&info

► Alexandre Gefen

DAS InSHS

alexandre.gefen@cnrs.fr

OUTILS DE LA RECHERCHE

BiblioGraph : un outil et une méthode pour visualiser les paysages scientométriques

Développé avec le soutien de la [Mission pour les initiatives transverses et interdisciplinaires \(MITI\)](#) du CNRS et en collaboration avec [Ouestware](#), BiblioGraph est un outil expérimental permettant de transformer un corpus de notices bibliographiques en un paysage scientométrique — autrement dit une visualisation prenant la forme d'un réseau de références et de métadonnées extraites d'un corpus de notices bibliométriques.

BiblioGraph a été développé dans le cadre de CAIAC, un projet proposant pour la première fois l'exploration cartographique des oppositions et des alliances scientifiques présentes dans la littérature académique sur l'intelligence artificielle. Pour cela, CAIAC proposait de développer une nouvelle méthode d'analyse des controverses et des collaborations scientifiques basée sur l'analyse visuelle des réseaux de co-citation.

Selon la définition de Wikipédia, « la scientométrie est la science de la mesure et de l'analyse de la science ». Cette approche est parfois critiquée, et non sans raison, certaines de ses techniques réduisant parfois la carrière de chercheurs individuels ou la production de centres de recherche à des indicateurs quantitatifs que les décideurs politiques ou les agences de financements de la recherche peuvent facilement s'approprier. Le facteur d'impact des revues scientifiques ou h-index¹ des chercheurs et chercheuses constituent les exemples les plus célèbres — mais aussi les plus critiqués — de ces indicateurs simplistes.

Cependant, les méthodes développées par la recherche scientométrique sont infiniment plus riches et sophistiquées que les quelques mesures les plus connues et utilisées. Loin d'être

synonyme de quantification ou simplification, la scientométrie peut proposer des techniques extrêmement complexes pour explorer la production scientifique dans le temps et l'espace. BiblioGraph, par exemple, a été développé pour exploiter certaines idées classiques de la scientométrie afin de générer, non pas des indicateurs numériques, mais des paysages visuels.

Avant d'illustrer le fonctionnement de BiblioGraph, il est important de présenter brièvement l'idée de paysage scientométrique, sur laquelle se base l'outil. Nous appelons « paysage scientométrique » une représentation visuelle d'un ensemble de données décrivant un corpus de publications scientifiques. Plus précisément, un « paysage scientométrique » est un réseau d'éléments apparaissant dans des publications scientifiques (références, auteurs, mots-clés, revues, etc.) regroupés par le fait d'apparaître dans les mêmes publications.

Un paysage scientométrique est produit en deux étapes successives. La première étape consiste en la construction d'un « fond de carte » par une technique scientométrique classique appelée *bibliographic coupling* ou co-citation². Cette étape commence par l'extraction de toutes les références contenues dans les bibliographies des publications du corpus analysé. Ces références deviennent les nœuds du réseau de base et sont connectées si elles apparaissent ensemble dans une ou plusieurs bibliographies, c'est-à-dire si elles sont parfois ou souvent citées ensemble. La force du lien entre les références est pondérée par le nombre de leurs co-citations. Prenons l'exemple de deux articles, l'un publié dans *PlosOne*, l'autre publié dans *Nature* :

PLOS ONE • Open Access • Volume 7, Issue 9 • 4 September 2012 • Article number e43542

Estimating Global "Blue Carbon" Emissions from Conversion and Degradation of Vegetated Coastal Ecosystems

References (65)

A Van Der Weef, G.R., Merten, D.C., Daffies, R.S., Olivier, J.G., Kasibhatla, P.S., Jackson, R.B., Collins, G.J., & Spalding, J.L. (2009) *Nature Geoscience*, 2 (11), pp. 727-738. Cited 866 times. doi: 10.1038/ngeo073

B Short, F.T., Wylie-Ecloven, S. (1976) *Environmental Conservation*, 23 (1), pp. 17-27. Cited 945 times. <https://www.cambridge.org/core/books/environmental-conservation/journals-issue> doi: 10.1017/S0376892906938212

C Barbier, E.B., Hacker, S.D., Kennedy, C., Koch, E.W., Steir, A.C., Silliman, B.R. (2011) *Ecological Monographs*, 81 (2), pp. 169-193. Cited 2141 times. <http://www.jstor.org/stable/4085212> doi: 10.1890/1061-1510.1

Nature Climate Change • Volume 3, Issue 11, Pages 961 - 968 • November 2013

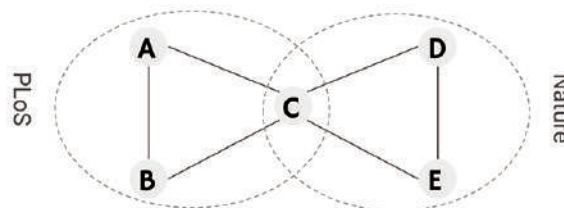
The role of coastal plant communities for climate change mitigation and adaptation

References (99)

D Le Quéré, C., Raupach, M.R., Canadell, J.G., Marland, G., Bopp, L., Ciais, P., Conway, T.J., ... Woodwell, G.M. (2009) *Nature Geoscience*, 2 (12), pp. 831-836. Cited 1294 times. doi: 10.1038/ngeo0489

E Aguiar, A., Regis, D., Chahine, A. (2011) *Annual Review of Environment and Resources*, 36, pp. 371-396. Cited 191 times. doi: 10.1146/annurev-environ-042509-094508

C Barbier, E.B., Hacker, S.D., Kennedy, C., Koch, E.W., Steir, A.C., Silliman, B.R. (2011) *Ecological Monographs*, 81 (2), pp. 169-193. Cited 2141 times. <http://www.jstor.org/stable/4085212> doi: 10.1890/1061-1510.1



Les références de publications sont connectées quand elles apparaissent dans les mêmes bibliographies

1. Le h-index (ou facteur h) est une mesure d'impact de la production scientifique d'un chercheur, d'une revue ou d'un groupe de recherche. Il prend en compte le nombre de publications aussi bien que le nombre de citations et correspond au nombre h le plus élevé de publications qui ont reçu au moins h citations chacune. Un chercheur a donc un h-index de 10, s'il est auteur dix publications ayant reçu au moins 10 citations.

2. Small H. 1973, Co-citation in the scientific literature: A new measure of the relationship between two documents, *Journal of the American Society for Information Science*, 24 : 265-269.

Toutes les publications citées par l'article de *PlosOne* deviendront des nœuds du réseau des références et seront toutes liées entre elles car elles apparaissent ensemble dans l'article. Il en sera de même pour toutes les publications citées par l'article de *Nature*. La publication C, étant citée par les deux articles sera le pont entre les deux groupes de références.

Tous ces différents éléments sont alors ajoutés en tant que nouveaux nœuds aux réseaux de base et connectés, non pas entre eux, mais uniquement aux références qui figurent dans les mêmes notices bibliographiques. Revenons à notre exemple de *PlosOne* et *Nature* :

Une fois généré selon la méthode qu'on vient de décrire, le réseau des références est ensuite spatialisé à l'aide d'un algorithme force-dirigé (*force-based* ou *force-directed layout*). Cet algorithme simule un système de forces physiques : il assigne une force de répulsion aux nœuds et une force d'attraction aux liens, et cherche ensuite à trouver une position d'équilibre. Dans cette position d'équilibre, les nœuds les plus directement ou indirectement connectés tendent à se retrouver spatialement proches et le réseau peut ainsi être lu quasiment comme une carte géographique³. Dans le cas particulier d'un réseau de co-citation, cela signifie que les références qui se regroupent sont souvent citées ensemble et peuvent donc être interprétées comme des clusters disciplinaires ou sous-disciplinaires.

PLoS ONE • Open Access • Volume 7, Issue 9 • 4 September 2012 • Article number e43542
Estimating Global "Blue Carbon" Emissions from Conversion and Degradation of Vegetated Coastal Ecosystems

Pendleton L.¹, Donato DC,² Murray B.C.³, Crooks S.⁴, Jenkins W.A.⁵, Sifleet S.⁶, Crabb C.⁷, Fourqurean J.W.⁸, Rauffman J.B.⁹, Marbà N.¹⁰, Magomol D.¹¹, Pilgreen F.¹², Herr D.L.¹³, Gordon D.¹⁴, Baldera A.¹⁵

¹Nicholas Institute for Environmental Policy Solutions, Duke University, Durham, NC, United States
²Ecosystem and Landscape Ecology Lab, University of Wisconsin, Madison, WI, United States
³ESA Philip Williams and Associates, San Francisco, CA, United States
⁴United States Environmental Protection Agency, Research Triangle Park, NC, United States

View additional affiliations

article: biodegradation; blue carbon emission; carbon sequestration; coastal waters; deforestation; economic evaluation; environmental impact; environmental management; environmental sustainability; exhaust gas; habitat; land use; policy; socioeconomic; sustainable development; **vegetation**

References (65)

A Liu S, Wu S, Wang S, et al. (2012) Estimating CO₂ emissions from forest loss. *PLoS ONE* 7(9): e43542. doi:10.1371/journal.pone.0043542

B Houghton R.A. (2005) Estimating carbon sequestration and storage in forests. *PLoS ONE* 1(1): e11. doi:10.1371/journal.pone.0000011

C Baldera A, Houghton R.A., Houghton R.A., et al. (2012) The value of estuarine and coastal ecosystems services. *PLoS ONE* 7(9): e43542. doi:10.1371/journal.pone.0043542

Nature Nature Climate Change • Volume 3, Issue 11, Pages 961 - 968 • November 2013
The role of coastal plant communities for climate change mitigation and adaptation

Quire C.N.^{1,2}, Li L.³, Llorens L.F.⁴, Hendriks I.E.⁵, Mazarrón J., Marbà N.⁶

¹UWA Oceans Institute, University of Western Australia, Crawley, WA 6009, 35 Stirling Highway, Australia
²Department of Global Change Research, Instituto Mediterraneo de Estudios Avanzados (CSIC-UIB), 07190 Esporles, Miquel Marqués 21, Spain
³Faculty of Marine Sciences, King Abdulaziz University, Jeddah 21589, PO Box 80207, Saudi Arabia
⁴Instituto de Hidráulica Ambiental, Universidad de Cantabria, 39011 Santander, Isabel Torres 15, Spain

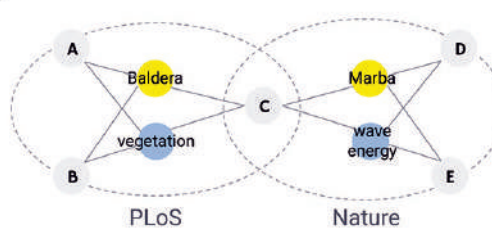
adaptation; carbon dioxide; carbon emission; carbon sink; climate change; coastal zone; coastal zone management; ecological engineering; habitat restoration; macroalgae; mangrove; mitigation; plant community; restoration ecology; saltmarsh; seagrass; wave action; **wave energy**

References (99)

D Quire C, Houghton R.A., Houghton R.A., et al. (2013) The role of coastal plant communities for climate change mitigation and adaptation. *Nature Climate Change* 3(11): 961-968. doi:10.1038/nclimate2158

E Houghton R.A., Houghton R.A., Houghton R.A., et al. (2013) The value of estuarine and coastal ecosystems services. *PLoS ONE* 8(11): e78111. doi:10.1371/journal.pone.0078111

C Baldera A, Houghton R.A., Houghton R.A., et al. (2012) The value of estuarine and coastal ecosystems services. *PLoS ONE* 7(9): e43542. doi:10.1371/journal.pone.0043542



Le réseau des références est spatialisé à l'aide d'un algorithme force-dirigé

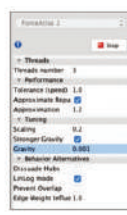
Le réseau comprenant maintenant les références et les métadonnées est ensuite spatialisé à nouveau, en utilisant le même algorithme force-dirigé, mais en gardant la position des références fixes, de sorte que les métadonnées soient positionnées en fonction des connexions avec elles, et non l'inverse. Autrement dit, le réseau de co-citation reste inchangé comme fond de carte et les métadonnées sont positionnées sur ce fond par ce que l'on pourrait appeler une « projection relationnelle ».

REFERENCE BASE NETWORK



SPATIALISE with force-directed layout (Gephi)

Jacomy M, Venturini T, Heymann S, et al. (2014) ForceAtlas2, a Continuous Graph Layout Algorithm for Handy Network Visualization Designed for the Gephi Software. *PLoS one* 9(6): e101371. doi:10.1371/journal.pone.0109879

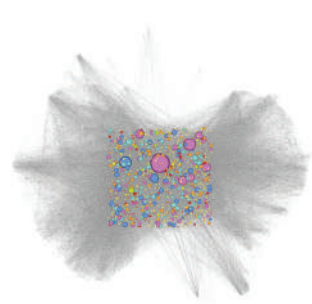


Les métadonnées (mots-clés et auteurs) de notices bibliographiques sont ajoutées au Réseau de références

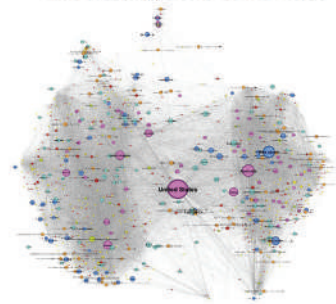
Une fois le réseau de base construit et spatialisé, la deuxième étape de la création d'un paysage scientométrique consiste en l'extraction de toutes les autres métadonnées qui sont contenues dans les notices bibliographiques du corpus comme, par exemple :

- ▶ les mots clés associés aux publications ;
- ▶ les journaux, livres ou conférences où elles sont parues ;
- ▶ les bailleurs de fonds qui les ont soutenues ;
- ▶ les auteurs qui les ont signées ;
- ▶ les affiliations nationales et institutionnelles de leurs auteurs.

ADD ALL METADATA



SPATIALISE AGAIN while keeping the reference fixed



Les métadonnées sont disposées sur le réseau de références par une projection relationnelle

Pour illustrer le fonctionnement de BiblioGraph et la lecture d'un paysage scientométrique, nous proposons un exemple concernant la géo-ingénierie des océans, c'est-à-dire les différentes techniques suggérées par les scientifiques et les ingénieurs pour utiliser les mers et les océans comme puits de CO₂ — des lieux où l'on peut capter et stocker du CO₂ pour

3. Venturini T., Jacomy M. & Jensen P. 2021, *What do we see when we look at networks: Visual network analysis, relational ambiguity, and force-directed layouts*, *Big Data & Society*, 8(1).

compenser (idéalement du moins) notre incapacité à réduire nos émissions de gaz à effet de serre. Cette recherche préliminaire fait partie du projet européen *OceanNets* et est conduite à l'*Institute for Advanced Sustainability Studies (IASS)* à Potsdam.

Nous avons utilisé une requête très complexe pour récupérer un corpus de notices bibliographiques à partir de Scopus — la base de données bibliométriques d'Elsevier. Cette requête nous permet d'identifier 2 169 notices de publication parues entre 1953 et 2021, et de les télécharger au format CSV avec toutes leurs métadonnées, y compris (et de manière cruciale pour BiblioGraph) leurs références.

Après lecture et pré-traitement de ces corpus, BiblioGraph offre aux chercheurs et chercheuses la possibilité de définir le seuil d'occurrence pour chacun des éléments qui deviendront des nœuds dans le réseau, en définissant ainsi la taille du graphe résultant. En pratique, le chercheur choisit le nombre minimum d'occurrences de chaque type d'items à inclure dans les réseaux et obtient un aperçu du nombre de nœuds qui seront ajoutés au réseau pour chaque seuil.

Sur la base des seuils choisis par le chercheur, BiblioGraph génère un réseau de références de base, le spatialise et projette les autres métadonnées sur ce fond de carte selon la méthode expliquée précédemment. Le chercheur peut enfin télécharger le graphe sous forme d'image ou, mieux encore, sous forme de fichier graphique (gexf) à ouvrir dans un logiciel d'analyse de réseau tel que Gephi.org⁴.

Voici ci-dessous le paysage scientométrique généré par BiblioGraph à partir des notices bibliographiques sur la géo-ingénierie océanique (après un traitement graphique Gephi et Inkscape). La carte est [disponible en ligne](#) en version zoomable et en haute résolution.

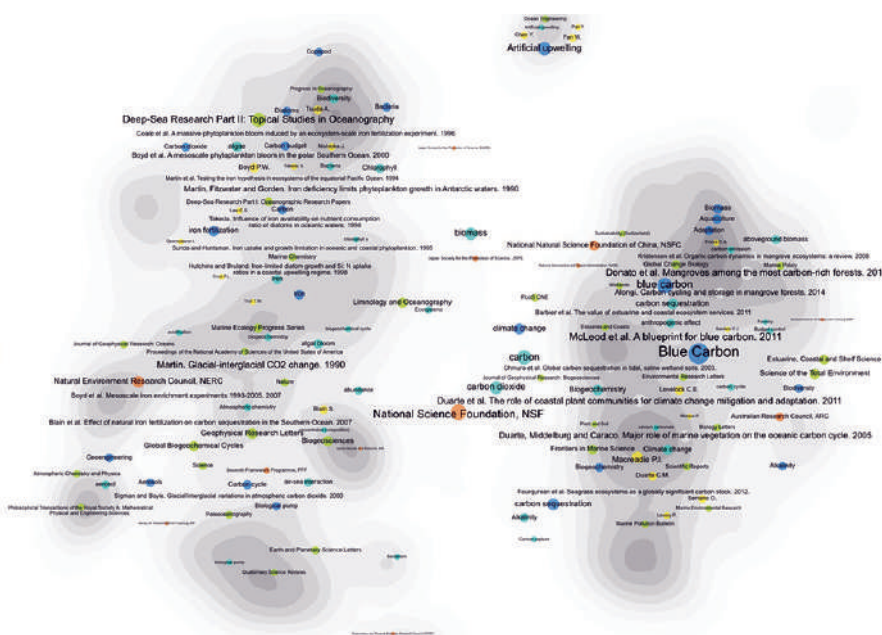
Pour lire la carte, il faut se rappeler que :

- ▶ les nœuds gris représentent les références (citées dans les notices bibliographiques du corpus sur la géo-ingénierie des océans) ;
- ▶ les nœuds colorés représentent les métadonnées (présentes dans ce même corpus) ;
- ▶ la taille des nœuds est proportionnelle au nombre d'occurrences de chaque élément dans le corpus ;
- ▶ les connexions correspondent à la co-occurrence dans les publications du corpus ;
- ▶ la position des nœuds dépend de leur connexions ;
- ▶ les connexions ont été remplacées par une carte de chaleur (*heatmap*) de densité pour augmenter la lisibilité de l'image.

Nous n'avons pas l'espace ici pour discuter les intuitions que ce paysage nous suggère (mais cela sera l'objet d'une publication à paraître), mais nous pouvons déjà remarquer la séparation du réseau en deux principaux clusters. Sur la gauche, la région du paysage scientométrique relative à la fertilisation des océans, une méthode très discutée et controversée ayant pour but d'accroître artificiellement la quantité d'organismes marins capables d'absorber le CO₂, en injectant du fer dans les océans. Sur la droite, la région relative au « carbone bleu », c'est-à-dire aux techniques de conservation des écosystèmes côtiers pour accroître leur capacité de capture du CO₂.

Le cas de la géo-ingénierie des océans n'est qu'un exemple d'un sujet qui peut être exploré par le BiblioGraph. L'outil permet en effet de visualiser n'importe quel corpus de publications scientifiques extrait de Scopus ou *ISI Web of Science* par une requête visant une question scientifique, une institution de recherche, une sous-discipline, un pays ou une période dans la limite des capacités techniques du navigateur Web dans lequel BiblioGraph est lancé. BiblioGraph est entièrement *open source* et son code est disponible sur [Github](#).

Tommaso Venturini, chargé de recherche CNRS, Centre Internet et Société (CIS, UPR2000, CNRS) ; Kari De Pryck, Institute for Advanced Sustainability Studies



Exemple d'un paysage scientométrique sur le cas de la géo-ingénierie des océans

contact&info

▶ Tommaso Venturini
CIS
tommaso.venturini@cnrs.fr

▶ Pour en savoir plus
<https://tommv.github.io/bibliograph/>

4. Bastian M., Heymann S. & Jacomy M. 2009, *Gephi: An open source software for exploring and manipulating network*, in *International AAAI Conference on Weblogs and Social Media* (pp. 361–362).

RTP « Islams et chercheurs dans la cité ». Bilan et perspectives



DHIKR © Haythem Zakaria

Le RTP « Islams et chercheurs dans la cité » (ICC) est un réseau thématique pluridisciplinaire créé en janvier 2017 avec le soutien de l'InSHS et accueilli à l'[Institut d'études de l'Islam et des sociétés du monde musulman](#) (IISMM, UMS2000, CNRS / EHESS). Sa mission était d'une part de favoriser les échanges entre jeunes chercheurs et chercheuses en sciences sociales travaillant, à partir de perspectives et méthodes différentes, sur des terrains originaux, et d'autre part de faciliter les transferts vers la société civile, les médias, les acteurs publics.

Le réseau est né d'une volonté de réfléchir à deux types de risques liés à la recherche sur les sociétés et pratiques islamiques, parmi lesquels les risques liés à la prise de parole publique dans le contexte sensible suivant les attentats de Charlie Hebdo. Les polémiques récurrentes provoquées par les représentations médiatiques des musulmans et musulmanes et les instrumentalisation politiques du « problème de l'islam » ont conduit de nombreux chercheurs à prendre conscience de la nécessité de pousser plus loin, et de façon collective, l'effort de réflexion sur les questions de transferts de la recherche à la société. Comment et quand intervenir dans le débat public, sans que les propos des scientifiques soient complètement déformés et instrumentalisés ? De la confrontation

malheureuse de nombreux chercheurs et chercheuses sur l'islam à la sphère médiatique est né le besoin de proposer un espace de discussion, institutionnellement structuré mais relativement souple et informel, qui permette de confronter des expériences et de formuler des recommandations et propositions théoriques.

D'autre part, le réseau est né d'une interrogation commune sur la question des risques spécifiques dans la recherche sur des terrains dangereux ou difficiles d'accès. Comment, par exemple, réaliser une enquête de terrain sur le milieu salafi alors qu'on est simultanément soupçonné par ses propres enquêtés et par le ministère de l'Intérieur de travailler pour « l'autre camp » ? Comment faire une enquête dans des pays comme l'Égypte ou la Turquie, de façon à ne pas se mettre en danger, et à ne pas menacer la sécurité des personnes avec qui l'on travaille sur place ? La situation de notre collègue Fariba Adelhah, « prisonnière scientifique » en Iran depuis le 5 juin 2019, ne fait que rappeler l'urgence de ce questionnement.

Les [activités du RTP](#) se sont structurées autour de trois axes transdisciplinaires, l'un portant sur le rapport entre les débats scientifiques et publics sur l'islam et le sécularisme, le deuxième

sur les questions juridiques et déontologiques liées à la pratique actuelle de la recherche sur l'islam, et le dernier sur les relations entre « arts et islam ». Ce dernier axe est né d'une volonté de dépasser les oppositions binaires entre liberté artistique et appartenance religieuse en développant au contraire les recherches sur les formes d'expressions artistiques au sein des sociétés à majorité musulmane.

Tout au long de ces quatre ans, nous avons organisé autour de ces trois thèmes des rencontres de différents formats (tables rondes, conférences publiques, ateliers de doctorant(e)s, séminaires de travail) qui ont rendu possible des dialogues fructueux et des débats sereins entre chercheurs et entre chercheurs et acteurs de la société civile. J'avais déjà exposé dans une lettre de l'InSHS précédente le détail de ces activités¹.

Quel bilan du RTP établissons-nous, quatre ans après son lancement ? Deux enseignements principaux ressortent. Tout d'abord, l'une des motivations à l'origine du réseau était de contribuer, à notre échelle, à l'élaboration de conditions rendant plus audibles ou plus lisibles les recherches de sciences sociales sur les mondes musulmans. Cette ambition apparaît rétrospectivement comme un peu optimiste. Le contexte dans lequel on débat en France de l'« islam » ne s'est pas amélioré et s'est même dégradé. La banalisation des amalgames et des généralisations sur les chaînes de télévision et de radio de grande écoute rend le travail de recherche, fondé sur des analyses multifactorielles et de longue durée, quasi inaudible. Des catégories telles que celles d'islam politique sur lesquelles les chercheurs et chercheuses produisent depuis au moins quarante ans des analyses historiques et sociologiques très riches, dans le cadre d'un débat international académique rigoureux, sont devenues des anathèmes dans l'espace public. Animer un réseau de recherche dans le contexte des vives controverses — entretenues par des polémistes ou acteurs politiques dans les médias de grande audience ou sur les réseaux sociaux — qui se succèdent depuis l'automne 2020 autour de l'« islamo-gauchisme » et de la prétendue complicité ou complaisance des sciences sociales relève donc d'une gageure.

Depuis le début de l'année 2020, les membres du réseau ICC ont essentiellement travaillé dans le cadre de réunions en petit comité pour discuter de textes en cours d'écriture ou des débats autour de la laïcité et de l'islam. Nous avons constaté au cours de ces douze derniers mois un malaise généralisé chez les membres du réseau, et surtout chez les plus jeunes, doctorant(e)s et postdoctorant(e)s, par rapport à la prise de parole dans l'espace public. Dans un contexte marqué par la violence inédite des accusations portées par certains responsables politiques et intellectuels contre les chercheurs et chercheuses en sciences sociales, ce malaise exprime une peur des risques qu'implique la prise de parole publique et une lassitude par rapport à la répétition de certaines évidences pour les spécialistes des mondes musulmans.

Un enseignement positif émerge malgré tout de ce sombre constat. Un effet inattendu de la polémique lancée par la déclaration de la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation en février 2021 autour de l'« islamo-gauchisme » à l'université a été la mise en évidence de la similarité des défis auxquels sont confrontés l'ensemble des chercheurs et chercheuses en sciences sociales dans le moment politique actuel.

Une différence entre le moment où nous avons créé le réseau et le moment présent tient à la généralisation des critiques pour non scientificité à l'égard de l'ensemble des chercheurs en sciences sociales, notamment ceux travaillant sur des sujets tels que la race, le genre, l'immigration. Ces polémiques ont paradoxalement eu pour effet de décloisonner les débats concernant les seuls chercheurs et chercheuses sur l'islam et de « dés-exceptionnaliser » l'objet islam. Ces attaques contre les chercheurs et universitaires a ravivé l'attachement des communautés scientifiques à deux principes fondamentaux actuellement mis en danger : l'intégrité de la démarche scientifique (la direction du CNRS a bien rappelé que l'islamo-gauchisme n'est pas un concept scientifique) et la liberté académique.

Le bilan du RTP permet de dresser un double constat sur ce qui a fonctionné et gagnerait à être développé et ce qui a moins bien fonctionné. Les enseignements que nous tirons de notre expérience de gestion du RTP ouvrent à des pistes de réflexion pour sortir de façon constructive de ce dilemme. Deux types d'activités ont été un véritable succès du réseau :

► Les rencontres en petit comité avec des représentants d'un pan de la société civile ou d'un champ professionnel (journalistes, enseignants du secondaire, acteurs confessionnels, représentants associatifs, travailleurs sociaux, artistes) sont en général très fructueuses du point de vue de la qualité des échanges et apprentissages mutuels, permettent de faire apparaître des vraies convergences entre approches pratiques et scientifiques, et sont le lieu d'apprentissages mutuels respectueux.

► Le séminaire « Actualités de la recherche sur les mondes musulmans » a permis à des jeunes chercheurs et chercheuses (tels que Margot Dazey, Lucas Faure, Hanane Karimi, Marie Lejeune, Mathilde Zederman) de présenter leur travail de terrain en cours ou tout juste achevé (présentation de manuscrit). Ce séminaire a constitué un forum très réussi de discussion sur la pratique du terrain et les risques qui lui sont inhérents.

En revanche, l'engagement dans l'espace public sous forme de tribunes, pétitions, articles d'opinions a été vécu par les membres du réseau comme une expérience globalement stérile, vaine, risquée et n'aboutissant à aucune amélioration du débat public sur l'islam. Il nous paraît clair que cette impasse ne peut être résolue simplement par une meilleure formation des chercheurs et chercheuses à l'exercice de la prise de parole publique, comme cela est souvent proposé. Dans le moment politique actuel, si les chercheurs sur l'islam ne sont pas audibles dans les médias grand public, ce n'est pas parce qu'ils parlent de manière trop savante ou détaillée, comme cela est souvent suggéré, mais parce que les questions auxquelles on leur demande de répondre n'ont aucun sens du point de vue d'une démarche de sciences sociales. La vocation des sciences sociales n'est pas, et n'a jamais été, de formuler des réponses binaires permettant de trancher entre les bons et mauvais citoyens et citoyennes ou entre des comportements patriotiques ou déviants. Il importe d'interroger la rationalité binaire qui sous-tend l'injonction à l'engagement des chercheurs sur l'islam dans l'espace public. Cette rationalité présuppose que les chercheurs et chercheuses devraient engager un dialogue ou une confrontation avec le champ médiatique, la société civile ou les décideurs politiques, afin d'informer et d'améliorer le débat. Ce présupposé selon lequel l'action de pédagogie et de communication des chercheurs et chercheuses pourrait à elle seule avoir un effet vertueux ignore les obstacles structurels tels que les inégalités de rapports de

1. Marzouki N. 2019, Les chercheuses et chercheurs sur l'islam et la cité, *Lettre de l'InSHS n°59* : 15-17.

pouvoir, la prééminence de logiques de « *buzz* » dans certains grands médias, la précarisation des universitaires et les stratégies politiques d'instrumentalisation de certains arguments fallacieux concernant la recherche en sciences sociales. Une conclusion qui découle clairement de l'expérience du RTP est que l'idéal d'un transfert direct de connaissance de la recherche vers les médias n'est pas adapté pour les débats de sciences sociales sur tous les sujets. Il importe au contraire de multiplier les espaces et les formats qui permettent d'échapper aux logiques binaires et polarisantes.

C'est pourquoi, pour réfléchir à la suite que nous souhaitons donner au RTP ICC, nous voulons plutôt prolonger les expériences vertueuses du réseau, qui sont celles qui échappent au face à face « chercheurs et chercheuses sur l'islam et espace public ». Pour ce faire, nous aimerions d'une part ouvrir les discussions à la catégorie du religieux, au-delà du seul objet « islam », et d'autre part approfondir la réflexion sur les contextes favorables à des échanges fructueux entre chercheurs et société civile. Pour sortir de l'impasse où nous enferme la rationalité binaire (l'islam et la démocratie / les femmes / la laïcité / la violence...) qui guide l'essentiel des débats publics contemporains qui animent les scènes politiques et des médias grand public, il importe d'élargir la réflexion aux reformulations de la catégorie de religieux dans une perspective comparative et transnationale. Il ne s'agit pas d'entreprendre une étude comparée des religions de type théologique, mais d'aborder de manière plus globale les relations entre religieux, sciences sociales et démocratie, au-delà de la simple fascination pour l'objet islam. Cette ouverture thématique doit aussi permettre de poursuivre notre réflexion sur la mise en place ou la consolidation des espaces de discussion et de rencontre entre chercheurs et société civile qui favorisent de véritables échanges et l'élaboration collective d'une pluralité de

perspectives, au-delà des polémiques stériles et binaires imposées par les médias grand public. Il convient d'encourager les formats hybrides de types conversations, rencontres, carrefour, beaucoup plus favorables à l'émergence d'une réflexion démocratique et collective.

Nadia Marzouki, chargée de recherche CNRS, Centre de recherches internationales (CERI, UMR7050, CNRS / Institut d'études politiques de Paris)



ISLAM ET CHERCHEURS
DANS LA CITÉ

contact&info

► Nadia Marzouki
Ceri

nadia.marzouki@sciencespo.fr

► Pour en savoir plus
<http://www.reseau-icc.fr>

ATILF. Des mots pour le dire, le dire par des mots

L'ATILF fête ses 20 ans en 2021 ! L'occasion de faire un point sur les activités florissantes de ce laboratoire en sciences du langage.



Historique

Malgré la pandémie de Covid-19, cette année anniversaire des vingt ans du laboratoire [Analyse et Traitement Informatique de la Langue Française](#) (ATILF, UMR7118, CNRS / Université de Lorraine) a permis une réflexion sur le passé du laboratoire, partagé et individuel, et de se replonger aux origines. Ce regard historique nous aide à mieux nous connaître aujourd'hui les uns les autres et, surtout, à pouvoir mieux imaginer l'avenir que nous voulons construire.

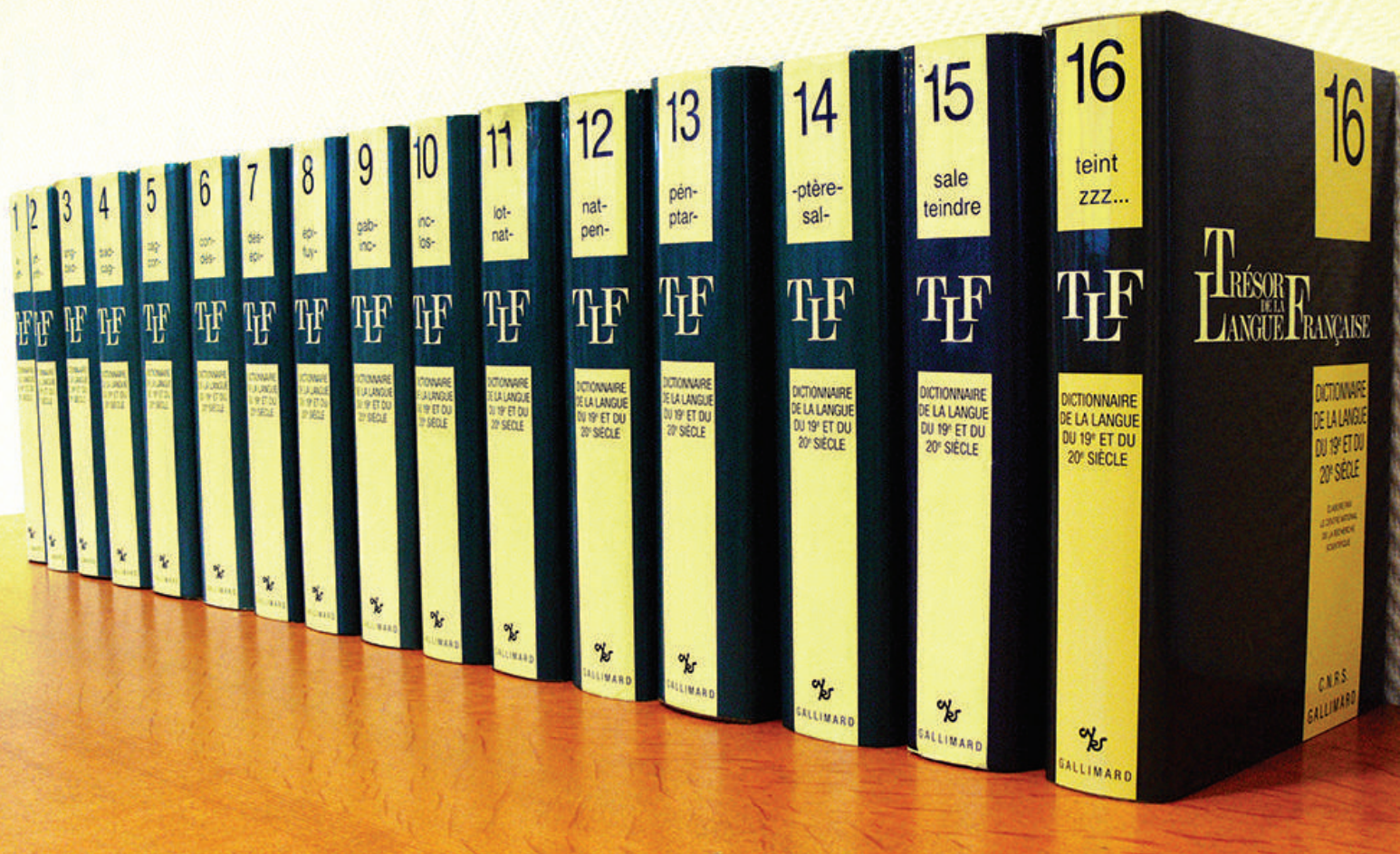
Les recherches fondamentales en sciences du langage nous informent sur notre identité humaine collective et individuelle, passée et présente, tandis que les recherches appliquées ont un impact sociétal réel. À l'ATILF, l'étude du langage et de la langue française en particulier prend de nombreuses directions, en partie visibles à travers notre histoire depuis la création du laboratoire le 1er janvier 2001. Cette date « 01.01.01 » reflète des éléments binaires : une double compétence en sciences du langage et en informatique rendue possible par la fusion entre l'Institut national de la langue française (INaLF – CNRS) et le laboratoire Langues, Discours, Cognition (LANDISCO – Université Nancy 2). Mais cette binarité n'est pas exclusive, notamment avec l'intégration en 2006 du Centre de Recherches et d'Applications Pédagogiques en Langues (CRAPEL – Université Nancy 2). Notre périmètre évolue toujours, sans toutefois abandonner les thématiques qui sont l'héritage du laboratoire et ont fait la notoriété des anciennes composantes dont les origines remontent aux années 1950.

En lexicologie, l'INaLF avait été créé pour produire le [Trésor de la Langue Française](#) (TLF) dont le premier tome a été publié en 1971, le seizième et dernier en 1994. À la différence des autres

ressources de l'époque, ce grand dictionnaire du français des XIX^e et XX^e siècles se voulait descriptif de l'usage réel, en s'inspirant d'un corpus conçu spécialement à cette fin, [Frantext](#).

Le TLFi est disponible gratuitement et continue à faire référence : en juillet 2021, le [Journal Officiel](#) annonce que « les mots, termes, expressions et tournures de la langue française attestés... dans le Trésor de la langue française sont approuvés », à côté de ceux des 8^e et 9^e éditions du [Dictionnaire de l'Académie Française](#). Si ce dernier a une toute autre approche, prescriptive afin de normaliser la langue, l'ATILF collabore avec ce partenaire académique pour le traitement de ses fascicules et l'accès en ligne aux dernières éditions. Le TLF n'a pas vocation à être mis à jour. Mais le [TLF-Étym](#) apporte un travail sur l'étymologie, l'origine et l'évolution des mots et leurs usages.

Cette orientation lexicale et étymologique s'est poursuivie avec de nombreuses autres ressources de renommée mondiale : le [Französisches Etymologisches Wörterbuch](#) (FEW) — initié par Walther von Wartburg en 1922 en Suisse et désormais géré par l'ATILF — a fixé le standard pour l'étymologie du français et d'autres langues ; le [Dictionnaire Étymologique Roman](#) (DÉRom) amorcé à l'ATILF en 2008, et le [Dictionnaire du Moyen Français](#) (DMF) 1330-1500 dont la dernière version voit le jour en 2015, sont également des ressources incontournables pour les chercheurs et chercheuses dans leurs domaines respectifs. Ce travail est rendu possible grâce à une collection importante d'archives historiques aujourd'hui accessibles au public, au [centre de documentation Michel Dinet](#) sur deux sites (Linguistique et Didactique). Ce dernier compte en tout 46 000 ouvrages et 71 abonnements en cours ainsi que de nombreux fonds comme celui de Claire Blanche Benveniste [inauguré en 2011](#).



Trésor de la langue française. Le dictionnaire de la langue du ^{xix}e et du ^{xx}e siècle © Service communication ATILF (2016)

L'histoire de la langue française inspire un autre projet actuellement en cours : la création du [Dictionnaire des Constructions du Verbe au ^{xvi}e siècle \(DCV16\)](#), qui met l'accent sur un pan de recherches en syntaxe. Entre lexique et syntaxe, on retrouve aussi un fort intérêt pour les unités polylexicales, avec un projet ANR autour de leur extraction automatique. Enfin, dans ce contexte, nous devons citer une approche hautement novatrice pour la visualisation des systèmes lexicaux depuis 2011, où chaque unité est principalement caractérisée par un ensemble de liens paradigmatiques et syntagmatiques qui la connectent aux autres unités lexicales de la langue.

Pour accomplir toutes ces tâches, le laboratoire s'est toujours investi fortement dans l'informatique pour la création de corpus, leur analyse et leur mise à disposition. La base de données [Frantext](#) citée ci-dessus a vu le jour dans les années 1970, continue à évoluer, et compte aujourd'hui 5 503 références, soit 260 millions de mots, disponibles à travers une interface entièrement mise à jour en 2018 et dotée d'un moteur de recherche conçu par nos soins. Pour les recherches de pointe spécialisées, il est souvent nécessaire de créer des outils en interne, comme [Lemmes Graphies et Règles Morphologiques \(LGERM\)](#) pour l'analyse des textes, ou [ltsyBitsy](#) pour des graphes lexicaux en 3D.

Humanités numériques

L'ATILF a été précurseur dans les humanités numériques. Mais qu'entendons-nous par humanités numériques ? La notion d'humanités numériques caractérise une communauté et un ensemble de pratiques relatives aux usages numériques en SHS. Ce mouvement traduit une volonté de considérer les nouveaux contenus numériques et milite en faveur de la diffusion, du

partage et de la valorisation des savoirs. L'ATILF collabore très activement avec la Très grande infrastructure de recherche (TGR) [Huma-Num](#), créée en 2013, à travers différents projets. Au sein du projet HaS-DARIAH, la participation du laboratoire consiste à décrire l'équipement d'excellence (Equipex) [Ortolang](#) (Outils et Ressources pour un Traitement Optimisé de la LANGue / *Open Resources and TOols for LANGuage*), en montrant comment il s'intègre à la panoplie d'outils mis à disposition des chercheurs et chercheuses européens en linguistique. C'est aussi le cas à travers le [consortium CORpus, Langues et Interactions \(CORLI\)](#) qui réunit des chercheurs et enseignants-chercheurs en linguistique et se donne pour objectif de fédérer différents acteurs engagés dans la production et le traitement de corpus numériques écrits et oraux, quels que soient la langue et/ou le système d'écriture considérés. Il s'agit également de permettre la représentation la plus large possible de cette communauté, afin d'accompagner le développement des corpus écrits, oraux et multimodaux, d'en faire converger les pratiques et de financer des actions répondant à ses missions.

Corpus et ressources

L'une des missions principales que s'était donné l'ATILF était et est toujours de partager des ressources linguistiques sur des plateformes ouvertes à la communauté de la recherche et au grand public.

C'est ainsi le cas d' [Ortolang](#), déjà cité, qui intègre, depuis 2013, de nombreuses ressources hébergées par le [Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales \(CNRTL\)](#), centre créé en 2005 grâce au CNRS avec pour objectif de regrouper sur un seul portail un ensemble de ressources linguistiques informatisées et d'outils

Les revues de l'ATILF

- 1) Les *Cahiers de lexicologie*, créés en 1959 et repris par l'ATILF en 2019 ;
- 2) Les *Mélanges CRAPEL*, revue en didactique qui voit le jour en 1970 et a été entièrement repensée en 2015 ;
- 3) *Verbum* pour différents aspects de la linguistique du français depuis 1979 ;
- 4) Les *Nouveaux cahiers d'allemand* depuis 1983 ;
- 5) *Langage Travail et Formation* (LTF) dont le numéro « zéro » est sorti en 2015.

de traitement de la langue. Fort du succès d'Ortolang et de sa visibilité nationale et internationale, l'ATILF continue à œuvrer pour le maintien et la pérennisation de la plateforme qui héberge plus de 500 ressources pour plus de 11 To de données, recevant plus de 700 000 requêtes quotidiennes. Dans ce même esprit de partage et d'interopérabilité, le laboratoire a accueilli la [première réunion du consortium TEI \(Text Encoding Initiative\)](#) organisée hors des États-Unis en 2003.

Ces intérêts pour le lexique, les corpus et l'informatique sont transversaux, impulsant des recherches au sein des cinq équipes scientifiques. En discours, par exemple, ils permettent un travail poussé sur le français parlé et la variation à travers les 1,5 millions de mots du corpus [Traitement de Corpus Oraux en Français](#) (TCOF), entre autres. Ce corpus contient aussi des interactions enfant-adulte, ouvrant la voie vers l'étude de l'acquisition du français langue maternelle et, plus largement, la cognition. En psycholinguistique, d'autres corpus de données collectées sur le terrain visent le diagnostic et la modélisation de troubles pathologiques en langues ; on a recours à l'intelligence artificielle (IA) pour la fouille de publications scientifiques en médecine ; d'autres corpus en orthophonie visent une harmonisation de la terminologie dans cette discipline. Un corpus de 60 millions de mots de bi-textes littéraires français et allemands avec leurs traductions est en cours de construction en lien avec des recherches en phraséologie franco-allemande. Issu de travaux terminologiques, TermiTH (corpus de 295 millions de mots) comprend l'enrichissement terminologique à partir d'un corpus d'articles scientifiques en chimie et en SHS.

Partenariats

Si certains de ces projets reçoivent des financements conséquents (2,6 millions d'euros pour Ortolang en 2012-2019), ce fonctionnement ne favorise pas toujours la pérennisation. Ainsi, d'autres projets préfèrent des financements successifs plus modestes, souvent en partenariat avec des organismes locaux, nationaux ou internationaux —écoles, hôpitaux, collectivités territoriales... —, publics (par exemple, EDF en 2011) et privés (par exemple, le journal *L'Est Républicain* depuis 2008) qui représentent souvent des terrains de recherche précieux.

D'autres liens importants se sont tissés avec des organismes de recherche en France, comme l'[Institut de l'information scientifique et technique](#) (Inist, UAR76, CNRS) et l'[Institut national des langues et civilisations orientales](#) (Inalco). Notons aussi des collaborations régulières avec d'autres laboratoires, comme le [Laboratoire Lorrain de Recherche en Informatique et ses Applications](#) (Loria, UMR7503, CNRS / Université de Lorraine / Inria) à Nancy ou le [laboratoire Interactions, Corpus, Apprentissages, Représentations](#) (ICAR, UMR5191, CNRS / ENS Lyon / Université Lumière Lyon 2)

à Lyon. Le laboratoire noue également des liens à l'étranger, notamment avec la Chine, par l'accueil de la délégation chinoise de l'Université de Wuhan en 2015, et la première visite de l'Université d'Éducation de Hong Kong en 2017.

Nous pouvons constater un véritable maillage académique qui a évolué et s'est renforcé au fil des années et qui évoluera encore dans cet écosystème. La visée sociétale de ces projets a été évidente lorsqu'il s'agit de la santé mentale ou de la coopération transfrontalière : citons par exemple le premier atelier du [Groupe de Lexicographie Franco-Allemande](#) (GLFA) de l'équipe de recherche [Lexique](#) en 2013 et le lancement du dictionnaire [Actes de Langage Stéréotypés](#) (ALS) en 2020.

À ce propos, l'ATILF s'intéresse à d'autres langues que le français, notamment aux langues romanes comme en témoigne l'organisation du [27^e Congrès International de Linguistique et Philologie Romanes](#) (CILPR) en 2013. D'autres actions à impact réel ont porté sur le lexique de domaines spécialisés, à travers, par exemple, l'exposition « Des mots de l'environnement et du développement durable » organisée en 2014, ou avec le développement d'un projet sur la [chimie verte](#) dont l'objectif est de faciliter l'accès aux textes scientifiques en français (et d'autres langues). C'est également l'objet du [Contrat de plan État / Région Lorraine Langues, Connaissances et Humanités Numériques](#) (CPER LCHN) porté conjointement avec le Loria en 2014 et, plus récemment, du projet [Open Language and Knowledge for Citizens](#) (OLKi, IMPACT LUE – Lorraine Université d'Excellence), porté depuis 2019 avec le Loria, les [Archives Henri Poincaré - Philosophie et Recherches sur les Sciences et les Technologies](#) (AHP-PreST, UMR7117, CNRS / Université de Lorraine / Université de Strasbourg), la [Maison des Sciences de l'Homme Lorraine](#) (MSH Lorraine, USR3261, CNRS / Université de Lorraine) et d'autres laboratoires lorrains. Plus largement, la communication scientifique et technique (CST) auprès du grand public représente une mission importante, à commencer par les [rencontres nationales CNRS jeunes « Sciences et citoyens »](#) à partir de 2003.

Focus sur...

Le Dictionnaire des francophones : le français par tous

Lancé au mois de mars, le *Dictionnaire des francophones* est un dictionnaire numérique collaboratif ouvert, dont l'objectif est de mettre en valeur la richesse, la diversité et l'évolution constante de la langue française à travers le monde.

Avec la participation de la TGR Huma-Num et du laboratoire Analyse et Traitement Informatique de la Langue Française (ATILF)

[En savoir plus](#)

La Grande Grammaire du français

Œuvre d'un large collectif de linguistes, la Grande Grammaire du français voit le jour en 2021 sous la direction scientifique et éditoriale d'Anne Abeillé et Danièle Godard, en collaboration avec Annie Delaveau et Antoine Gautier. Sa rédaction a fédéré les compétences de 59 linguistes, français et étrangers, parmi les meilleurs spécialistes de linguistique française, et associé une trentaine d'universités et de laboratoires de recherche en France, en Belgique, en Suisse, au Canada, aux Pays-Bas, en Suède, en Israël, aux États-Unis, au Brésil et en Grande-Bretagne.

[En savoir plus](#)



Affiches des Rencontres Sciences et Citoyens des années 2004, 2008 et 2014

Pour les plus petits, le plurilinguisme a fait l'objet de recherches dès la maternelle, comme le montre le projet [Kidilang](#) initié en 2011. Nous participons également, en collaboration avec l'Académie Française, à la Nouvelle de la Classe, concours annuel organisé, depuis 2009, auprès des primaires par la Ville de Nancy qui encourage l'expression littéraire et fait connaître nos recherches. Nos travaux textuels servent également au sein des lycées et collèges grâce à [LyText](#) (depuis 2010) et [CoText](#) (depuis 2019, FEDER Planète) pour l'interprétation de textes littéraires menant au baccalauréat. Parmi nos actions de formation à l'université, on note en particulier l'accès aux textes de l'Agrégation dans Frantext depuis 2001, le lancement en 2010 du Master Européen de Lexicographie, [Erasmus Mundus](#) (EMLex), avec neuf autres universités étrangères.

Un autre volet concerne l'apprentissage des langues, surtout depuis l'intégration du CRAPEL en 2006 ; en effet, l'ATILF est l'une des premières unités avec un fort volet de recherches en didactique des langues. Reconnue internationalement pour son travail sur l'autonomisation depuis plusieurs décennies, l'équipe poursuit cette orientation avec une journée d'études organisée pendant la pandémie en 2021, notamment autour du projet [EDOlangu](#), plateforme destinée aux apprenants de l'université de Lorraine qui intègre un corpus d'entretiens de conseil pour la formation des formateurs, domaine riche en recherches. [Fleuron](#), l'un des rares corpus multimodaux en didactique, a été conçu pour accompagner l'autoformation linguistique et interculturelle des étudiants et étudiantes de l'étranger qui se préparent à venir étudier en France. Ce corpus est également utilisé par les migrants et migrantes, les francophones peu scolarisés et d'autres personnes en situation d'insécurité langagière, appuyé par le [Portail Français Langue d'Intégration et d'Insertion](#) (FL2I) lancé en 2015. Ces projets mettent en vitrine l'apport de l'informatique qui permet d'autres projets didactiques : l'apprentissage sur corpus ou encore par réalité virtuelle où des apprenants — même de pays différents — peuvent collaborer pour explorer des espaces en 3D dans une langue étrangère.

L'ATILF se structure aujourd'hui en quatre services de soutien à la recherche et en cinq équipes scientifiques :

- ▶ Lexique
- ▶ Linguistique Historique Française et Romane
- ▶ Discours
- ▶ Didactique des Langues et Sociolinguistique
- ▶ Ressources : Normalisation, Annotation et Exploitation et.

Il compte 155 membres dont 77 titulaires (chercheurs et enseignants-chercheurs, IT et BIATSS) parmi lesquels 3 chercheurs CNRS et 21 IT CNRS, 36 doctorants, 35 associés et émérités et 7 contractuels.

L'ensemble de ces évolutions porte l'empreinte des directions successives de l'ATILF : Jean-Marie Pierrel (2001-2012) pour la linguistique informatique ; Eva Buchi (2013-2017) pour la linguistique historique ; moi-même (2018-2022) pour la didactique. Une fois initiée, ces domaines perdurent et se font compléter par d'autres ; de nouvelles orientations scientifiques sont à attendre dès 2023 sous la direction de Mathieu Constant et son travail en intelligence artificielle. Mais le plus important : l'ensemble des membres du laboratoire représentent une richesse et mixité extraordinaire pour la recherche en sciences du langage, le fil rouge de l'appel à projet 2020 CNRS QVT (Qualité de vie).

Alex Boulton, directeur de l'ATILF

contact&info

▶ Alex Boulton

Atilf

alex.boulton@atilf.fr

▶ Pour en savoir plus

<https://www.atilf.fr>

Produire un savoir empirique à distance

Chargée de recherche CNRS à l'Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux Sciences sociales, Politique, Santé (IRIS, UMR8156, CNRS / Inserm / EHESS / Université Sorbonne Paris Nord), Chowra Makaremi a obtenu, en 2018, un financement ERC Starting Grant pour le projet OFF-SITE - Violence, formation de l'État et politiques de la mémoire : une ethnographie hors-site de la violence post-révolutionnaire en Iran. Ce projet s'interroge, à partir du cas iranien, sur la manière d'étudier la violence quand l'accès au terrain est impossible. À travers l'anthropologie de l'État et de la violence, l'ethnographie des archives et l'utilisation des nouvelles technologies, ce projet souhaite expérimenter des méthodes transdisciplinaires dans la production d'études empiriques hors site, afin de combler une lacune importante dans la connaissance des années Khomeini en Iran (1979-1988) et sur la façon dont cet héritage réapparaît à travers les politiques de la mémoire aujourd'hui.



Ayandegan newspapers, Esfand 1357

Pourquoi avez-vous postulé à l'ERC ?

Tout est parti d'une question de recherche qui m'occupe depuis dix ans : comment la révolution de 1979 en Iran s'est-elle transformée en régime théocratique de la République islamique ? Cette histoire a vraiment été peu étudiée jusqu'à présent, mais différents récits coexistent et circulent. En quoi ces différents usages du passé redéfinissent la citoyenneté et le rapport au politique aujourd'hui ? Pourquoi y a-t-il un manque de connaissance sur une décennie entière, alors que tant de choses ont été écrites sur la révolution iranienne ? Cela est lié aux conditions d'enquête. Il n'y a pas d'accès aux archives de l'État et aux données empiriques sur le terrain. Les enquêtes qualitatives sont très contrôlées (je rappelle que la chercheuse franco-iranienne Fariba Adelkhah est détenue à Téhéran depuis plus de

deux ans maintenant). Certaines questions, comme celle citées plus haut, échappent même au domaine de l'« enquêtable » car interdites dans le débat public.

J'avais commencé depuis 2012 à mener des entretiens avec des acteurs exilés et à rassembler les archives alternatives qui permettent d'étudier la « longue » révolution iranienne (de 1979 à 1989). Je me suis rendue compte au fil des ans que c'était un travail qu'il faudrait pouvoir mener de façon plus exhaustive, mais cela représentait une tâche immense qui nécessitait d'être menée en équipe afin non seulement de collecter les données auprès d'une communauté diasporique éclatée dans le monde, de traiter ces données, mais aussi de produire une connaissance sous forme écrite et visuelle à partir de ces sources dans une

perspective ethnographique. Or, il n'était pas simple de constituer un réseau de recherche car très peu de chercheurs et chercheuses en sciences sociales s'intéressaient à la question.

L'obtention d'un financement ERC était une stratégie pour rendre plus visible dans mes champs d'étude ces thèmes de recherche marginaux du fait de l'absence d'accès au terrain. Retourner cette faiblesse (l'absence d'accès au terrain) en un point de départ pour penser de nouvelles méthodes a été un moyen de surmonter cette difficulté, dans laquelle je me suis sentie bloquée des années. L'enjeu central était dès lors méthodologique et s'appliquait à d'autres contextes autoritaires au-delà du cas iranien : comment produire un savoir qui relève de l'ethnographie sur des terrains auxquels on n'a pas accès ? Cette question, actuelle et légitime depuis la pandémie, était loin d'être acquise lorsque j'ai rédigé mon projet en 2018.

Il s'agissait d'utiliser la légitimité et les ressources données par l'ERC pour tenter de changer la donne, en créant des opportunités de recherche à deux niveaux : dans l'immédiat, en recrutant des chercheurs et chercheuses et en constituant un réseau de recherche et, dans le futur, à travers la construction d'un portail numérique qui rendra les données accessibles dans leur ampleur et leur diversité.

Votre enquête parle de mémoires, et de mémoires des violences : comment renouveler les recherches sur ces questions, en suscitant l'intérêt des évaluateurs européens ?

Un des objectifs de mon projet est la création d'une base de données digitale qui décrit et analyse les « contre-archives » existantes de la révolution iranienne. J'ai souvent entendu que les archives digitales et les humanités numériques ont le vent en poupe, et que c'était un avantage pour le projet. Or, au contraire, mes évaluateurs ont manifesté une fatigue quasi-unanime pour un énième projet d'archives digitales, en faisant remarquer que notre travail de recherche consistait avant tout à produire des analyses !

Derrière mon projet, toutefois, il y a une réflexion théorique et méthodologique transdisciplinaire, au croisement des humanités numériques, de l'anthropologie de la violence et de l'ethnographie historique. Je propose d'observer, à distance, les terrains fermés contemporains (dictatures, conflits) à partir des nouvelles méthodes en micro-histoire développées par les historiennes féministes qui travaillent notamment sur l'esclavage et la violence coloniale. En effet, ces recherches saisissent des expériences subjectives de violence et étudient des événements et des groupes qui ont laissé peu de traces archivistiques, ou qui ont été documentés à travers les activités des pouvoirs répressifs. Ces méthodes créatives pour faire « parler » des archives minimales, qui portent notamment une grande attention à la question des affects et aux images, ne sont pas nouvelles en soi. Mais ce qui est propre au projet est de les mobiliser pour explorer une documentation de témoignages et de contre-investigation accessible grâce aux nouvelles technologies : ce que

j'appelle les « contre-archives » de la violence. Il s'agit également de réfléchir aux enjeux éthiques et méthodologiques de l'usage de ces nouvelles technologies dans la collecte de ce matériel fragmenté et disséminé, et de travailler dans le champ des humanités numériques (modélisation des données et production de métadonnées) pour classer et rendre ce matériel d'archives accessible dans une base de données consultable. Par ailleurs, une attention de plus en plus grande est portée aux archives et documents visuels, qui constituent une part importante de notre corpus et des formes de documentations contemporaines de la violence.

Quels conseils donneriez-vous aux chercheurs qui souhaitent se lancer dans la préparation d'un ERC Starting Grants ?

D'abord, il faut être sûr qu'au-delà du prestige et de la reconnaissance, une bourse ERC est vraiment ce que l'on veut. Nous avons la chance d'avoir au CNRS un statut pérenne nous permettant de nous consacrer à nos recherches. Une ERC me semble utile si on a besoin d'une équipe, de collaborations transdisciplinaires impliquant des moyens, de prestations comme la construction d'une base de données ou la visualisation de données, etc. Si ce n'est pas le cas, mon constat est que la gestion de projet ERC freine la recherche plutôt qu'elle ne la promeut : surcharge administrative, rapports hiérarchiques primant sur la réelle collaboration intellectuelle, logique de gestion de projet... Je dirais que se lancer dans un projet de Starting Grant ne vaut la peine que si l'on a un objectif de recherche qui nécessite cette forme particulière de projet. Cet objectif peut parfois mettre des années à mûrir, mais s'il est présent, alors la question de savoir si l'on « tient » une bonne question de recherche est déjà toute réglée !

Il est très important pour se préparer d'être bien accompagné. Beaucoup échanger avec ses collègues et amis permet non seulement de tester et affiner ses idées, mais aussi d'apprendre à les formuler simplement et rapidement, et d'intégrer les critiques pour renforcer sa réflexion ou anticiper les discussions lors de l'oral. Avoir d'une part des modèles écrits de candidatures, d'autre part les rapports d'évaluation sur ces candidatures est d'une aide inestimable. Pour l'oral, il faudrait pouvoir multiplier les oraux blancs, en gardant à l'esprit que l'échange se fera avec un jury non-spécialiste dans notre champ précis, et qu'il s'agit donc d'être clair plutôt que pointu.

contact&info

► Chowra Makaremi
Iris

chowra.makaremi@ehess.fr

► Pour en savoir plus

<https://offsite.hypotheses.org>

Rôle des MSH dans le paysage en évolution des sciences humaines et sociales

Ce dossier sur les Maisons des Sciences de l'Homme (MSH) s'inscrit dans le contexte d'un long travail de renouvellement des MSH, entamé à l'automne 2018, par l'InSHS en collaboration avec des représentants du ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, de la Conférence des Présidents d'Université, et de l'Alliance Athéna : un processus allant d'une réflexion sur les évolutions des missions des MSH au réexamen des structures de gouvernance et de pilotage tant des MSH, que de leur Réseau national (RnMSH).

Les reconfigurations du paysage de l'enseignement supérieur et de la recherche avec notamment le développement des politiques de site ont conduit les différents acteurs à repenser leurs organisations au bénéfice, en particulier, de stratégies de recherche et de transfert plus efficaces, et au regard des politiques européennes et nationales de soutien aux projets interdisciplinaires associant sciences humaines et sociales (SHS), sciences de la vie et de la santé, sciences de la nature et sciences de l'environnement, sciences physiques et de l'ingénieur. C'est dans ce contexte que la [Charte des MSH](#) a été réactualisée afin de leur donner toute leur place dans le nouveau paysage institutionnel.

Les articles réunis dans ce dossier mettent en lumière certaines des missions caractéristiques des MSH au regard de ce travail de renouvellement :

► Lieux d'interdisciplinarité, d'incubation et prise de risque

Tout en continuant à impulser, à soutenir fortement les collaborations disciplinaires intra-SHS, les MSH ont vocation à incuber et encourager l'interdisciplinarité associant les SHS et les sciences autres que les SHS, en tirant parti des spécificités de leur site qui font leur richesse.

► Stratégie de valorisation ancrée dans le territoire

Les MSH s'inscrivent dans une politique territoriale qu'elles participent à construire (environ un tiers du budget apporté par les collectivités territoriales), en développant notamment des actions de valorisation, de transfert de connaissances et de recherche à forte dimension SHS, en collaboration avec acteurs politiques, économiques et sociaux du territoire.

► Déploiement-relais pour les instruments mutualisés et les pratiques de la science ouverte :

les Très Grandes Infrastructures de Recherche (IR*) Progedo et HumaNum ; les infrastructures de Recherche (IR) que sont OpenEdition et Métopes (Méthodes et outils pour l'édition structurée) ; et les plateformes technologiques regroupées par le Réseau national des Maisons des Sciences de l'Homme (RnMSH) en cinq domaines spécifiques (*Spatio, Scripto, Audio-Visio, Cogito, Data*). Les MSH ont ainsi vocation à jouer un rôle important pour répondre : aux enjeux que soulèvent, pour les SHS, le développement des données numériques et de méthodologies impliquant des analyses quantitatives de données massives, et le recours à l'instrumentation ; aux enjeux liés à la science ouverte.

L'évolution majeure actée dans la nouvelle Charte (2019) des MSH concerne leur rôle des dans la politique de site : les missions de transversalité des MSH ne peuvent plus se déployer au niveau des unités, ni même des établissements tutelles, mais doivent intervenir à une échelle plus ample, qui est celle des sites dans lesquels les MSH sont implantées et dont la délimitation peut considérablement varier selon les contextes locaux. En témoigne, par exemple, la politique scientifique menée par l'InSHS en matière d'édition, avec une structuration des activités et des services mise en place à l'échelle des sites, à travers la création, par exemple, de pôles éditoriaux ou de pépinières de revues.

Le RnMSH, qui fédère les vingt-deux MSH du territoire en un dispositif national, joue un rôle central en tant qu'instrument pour déployer cette politique scientifique au niveau national et, en particulier, à l'échelle de tous les différents territoires, notamment en coordonnant des actions conduites sur le terrain et donnant lieu à des retours et des suivis, en réunissant, en animant, et en accompagnant les différentes communautés, autour des plateformes technologiques, des IR et IR*, de la valorisation, de la recherche participative, d'appels (inter-MSH), ou de thématiques privilégiées et emblématiques.

Enfin, la lumière est mise sur une des dernières MSH créée (au 1^{er} Janvier 2017) : la MSH du Pacifique, première MSH de l'Outre-mer français. Le projet de création d'une MSH du Pacifique, ancrée en Polynésie française, en étroite association avec les principaux centres océanistes de la région, a répondu à un besoin tant scientifique, que sociétal et politique. En particulier, les SHS (notamment la linguistique, l'archéologie et l'anthropologie) revêtent une importance tant socio-culturelle, que scientifique, singulière en Polynésie comme dans le Pacifique dans son ensemble, en permettant la redécouverte par les populations locales de leurs fondements identitaires et d'une expérience autochtone millénaire.

Hamida Demirdache, DAS InSHS

L'interdisciplinarité au cœur des MSH

Professeur d'histoire grecque à l'université d'Aix-Marseille et membre du *Centre Camille Jullian - Histoire et archéologie de la Méditerranée, de la Protohistoire à la fin de l'Antiquité* (CCJ, UMR7299, CNRS / AMU), Sophie Bouffier travaille notamment sur les thématiques de la gestion de l'eau : histoire des techniques, histoire culturelle et sociale, histoire des mythes. Elle est la directrice de la *Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme* (MMSH, USR3125, CNRS / AMU). Spécialiste de l'histoire du communisme rural, Jean Vigreux est professeur d'histoire contemporaine à l'université de Bourgogne et membre du *Laboratoire Interdisciplinaire de Recherche « Sociétés, Sensibilités, Soins »* (LIR3S, UMR7366, CNRS / Université Bourgogne Franche-Comté). Il est directeur de la *Maison des Sciences de l'Homme de Dijon* (MSH Dijon, UAR3516, CNRS / Université Bourgogne Franche-Comté) depuis 2017. Tous les deux sont membres du Bureau du RnMSH.



Microscope électronique à balayage (MEB) - Plateforme ArchéoScopie, Imagerie et microscopie pour les matériaux anciens, MSH Mondes, Nanterre © A. Pineau, MSH Mondes

« Approche de problèmes scientifiques à partir des points de vue de spécialistes de disciplines différentes ». Cette **définition**, retenue pour l'interdisciplinarité et proposée par le Centre national de ressources textuelles et lexicales (CNRTL), donne à voir l'une des missions des Maisons des Sciences de l'Homme, qui non seulement ont eu, depuis leur origine, le souci de faire émerger des recherches pluridisciplinaires avec l'ensemble des sciences humaines et sociales, mais qui, depuis quelques années, en accord avec la nouvelle charte du réseau national des MSH (RnMSH) adoptée en 2019 avec ses tutelles (CNRS, CPU, Alliance Athena), ont pour mission d'encourager ces modalités de recherche. Ainsi, « pensées comme des lieux d'un partenariat fort entre le CNRS, les universités et les acteurs territoriaux, les MSH ont participé au développement de la logique de projets, à l'émergence de nouveaux outils pour la recherche et encouragé la pluridisciplinarité et l'interdisciplinarité au bénéfice de démarches de recherche novatrices » (préambule de la Charte).

Chaque MSH est donc « le lieu » de l'interdisciplinarité : à la fois un espace de rencontre propice entre les équipes qu'elle fédère, les chercheurs, les chercheuses et les doctorants, mais aussi un levier de construction pour des projets collaboratifs. L'évolution de la recherche montre également, au cours de ces dernières années, le grand intérêt des approches pluridisciplinaires et interdisciplinaires, voire transdisciplinaires, pour la progression de la connaissance.

Les défis des sociétés contemporaines invitent à développer des projets de recherche associant les SHS, les sciences de la vie et de la santé ainsi que les sciences physiques, sciences du numérique et de l'ingénieur. Si les effets induits de la pandémie de Covid19 ont eu un rôle d'accélérateur, le processus est plus large et se décline sur plusieurs registres : il s'agit d'une recherche académique, parfois d'une recherche action ou qui aide au processus décisionnel, mais qui peut aussi devenir participative.

L'interdisciplinarité se pratique alors de différentes manières, avec un souci central qui est celui de veiller à l'équilibre entre les domaines et les disciplines, afin d'éviter de reléguer certaines d'entre elles au rang de sciences auxiliaires, voire de forces supplétives. Les directives, en particulier de l'union européenne qui a défini « sept défis prioritaires » (santé, changement démographique et bien-être ; bio-économie : sécurité alimentaire, agriculture et sylviculture durables, recherche marine et maritime et recherche sur les voies de navigation intérieure ; énergie sûre, propre et efficace ; transports intelligents, verts et intégrés ; action climatique, environnement, efficacité des ressources et matières premières ; l'Europe dans un monde en évolution : sociétés inclusives, innovantes et réflexives), ont participé également aux initiatives des MSH. Les chercheurs et chercheuses, comme leurs tutelles et la société civile, ont compris que l'on ne pouvait avancer sur certains enjeux du futur que par le biais d'une réflexion croisée et polyphonique. Ce qui implique une remise en question des concepts et méthodologies de chacun pour

adopter sinon un langage commun, du moins une réflexion où chacun interroge les pratiques de l'autre et les fait progresser par le regard nécessairement distancié qu'il porte sur ses résultats.

Ainsi en est-il quant au développement des dispositifs locaux non seulement en matière d'environnement, de développement durable, d'énergie, de santé, de mobilité et de transports, d'éducation, de culture, mais également d'économie sociale et solidaire...

Dans cette optique, le traitement d'un enjeu de société invite à trouver des problématiques communes ou complémentaires : les questions d'environnement peuvent être différemment abordées par les sciences de l'environnement, par les sciences humaines et sociales, ou dans une dynamique commune au sein de projets qui trouvent leur concrétisation avec les différents appels à projets ou programmes de recherches. Aucune approche n'est soluble dans l'autre, mais toutes se combinent pour atteindre l'interdisciplinarité. Pour reprendre le sujet du moment, les crises environnementales et sanitaires, le RnMSH a soutenu plusieurs projets destinés à mettre en regard des points de vue issus d'environnements différents. Ainsi, le projet *Citoyennetés politique, sociale, sanitaire et numérique au prisme de l'épidémie de Covid-19* associant juristes, politistes, professionnels de santé publique, sociologues et historiens issus des MSH de Dijon, Nancy, Besançon avait pour objectif d'interroger la politique menée depuis le début de la crise, conduisant à la mise en œuvre de procédures et de droits d'exception qui ont paru menacer la démocratie et les libertés publiques à bon nombre de citoyens. Cette réflexion avait le mérite de montrer que la crise sanitaire ne faisait qu'éclairer et amplifier une crise démocratique préexistante, et qu'il fallait repenser le débat public et la cohésion sociale.

Par ailleurs, tout en continuant à impulser et soutenir fortement les collaborations disciplinaires intra-SHS, les MSH ont vocation à incuber l'interdisciplinarité en s'appuyant sur les ressources et équipes des sites universitaires, du CNRS et des IR*.

Chaque MSH soutient les échanges et transversalités nécessaires et favorise l'accès aux infrastructures de recherche. Dans cette dynamique plurielle, il y a un domaine qui participe aussi du processus en cours, ce sont les plateformes technologiques de MSH. Mises au service de la recherche, au carrefour de l'interdisciplinarité, elles sont tournées vers l'accompagnement et le montage des projets de recherches, la diffusion des connaissances dans un cadre général de science ouverte. Cela implique à la fois des procédures pour favoriser les démarches participatives dans les réponses aux attentes sociales ou pour mettre en œuvre des modalités de valorisation et de dissémination des résultats vers un public plus large que celui des seuls chercheurs.

Ainsi, pour mener à bien leur mission en lien avec les IR* (Humanum et Progedo), les MSH, parties prenantes du RnMSH et de son réseau de plateformes (*Spatio, Scripto, Audio-visio, Cogito et Data*), ont vocation à développer non seulement les bonnes pratiques, mais aussi à penser scientifiquement les liens entre ingénierie et recherche. C'est dans ces échanges méthodologiques qu'elles peuvent œuvrer avec le plus d'efficacité au soutien et au développement de l'interdisciplinarité.

contact&info

- ▶ Sophie Bouffier, MMSH
sophie.bouffier@univ-amu.fr
- ▶ Jean Vigreux, MSHDijon
jean.vigreux@u-bourgogne.fr

Colloque Interdisciplinarité(s) - RnMSH

9&10 sept.2021 / 13&14 janv.2022 - MMSH - Aix-en-Provence

Tout au long de son développement, la communauté des MSH, et leur réseau ont su se constituer une identité scientifique propre. C'est à partir de cet acquis qu'ils se mobilisent sur un enjeu actuel majeur : penser et mettre en œuvre l'interdisciplinarité ou les interdisciplinarités, au service de leur avenir, mais aussi pour contribuer à celui des sciences humaines et sociales tout entières.



Au travers du colloque Interdisciplinarité(s), organisé en deux temps, le RnMSH contribue à cette réflexion.

Le Colloque Interdisciplinarité(s), proposé par le conseil scientifique du réseau et conduit par le RnMSH, entend contribuer à cette réflexion en distinguant deux temps :

Les 9 et 10 septembre 2021 s'est tenue à la MMSH (Aix-en-Provence) la première partie du colloque qui a donné lieu à des échanges riches sur les formes d'interdisciplinarité(s) expérimentées dans le cadre de projets portés par les MSH.

Les posters des lauréats des appels à projets du RnMSH ont également été présentés.

Les 13 et 14 janvier 2022 aura lieu à la MMSH (Aix-en-Provence) la séance plénière du colloque, organisée autour de tables rondes qui aborderont les réalités actuelles des interdisciplinarité(s) dans leurs différentes facettes, le pouvoir de définir les interdisciplinarité(s) face aux « défis de société », le choix des dispositifs susceptibles de favoriser l'interdisciplinarité.

Informations :

Renseignement / inscriptions aux tables rondes des 13 et 14 janvier 2022

Des [captations vidéos](#) des 9 et 10 septembres 2021 sont disponibles en ligne sur le site du RnMSH rubrique Ressources.

Vous trouverez également des informations concernant les [deux phases du colloque](#) sur le site du RnMSH, rubrique Actualités.

L'innovation et la valorisation dans les maisons des sciences de l'homme : l'exemple du LabCom Destins à la MSHS de Poitiers

Sylvie Sap est chargée de valorisation et responsable du Pôle Recherche et Innovation au sein de la *Maison des Sciences de l'Homme et de la Société de Poitiers* (MSHS, USR3565, CNRS / Université de Poitiers / Université de Limoges). Professeur des universités en sciences de l'éducation, Christophe Niewiadomski dirige, depuis le 1^{er} janvier 2020, la *Maison Européenne des Sciences de l'Homme et de la Société* (MESHS, USR3185, CNRS / Université de Lille).



Le Réseau national des Maisons des Sciences de l'Homme (RnMSH) coordonne, depuis plusieurs années, un groupe de compétences fédérant des ingénieur(e)s et des chercheurs et chercheuses de MSH en charge de la valorisation de la recherche ou de la médiation scientifique. Lieu de partage de bonnes pratiques, le fil conducteur de cette année 2021-2022 est celui de la recherche partenariale et participative. La valorisation des résultats des recherches en sciences humaines et sociales n'a pas forcément une logique « marchande » mais, en revanche, elle doit être basée sur des critères d'utilité sociale.

Le présent article met en valeur, à titre d'exemple, un dispositif actif dans le domaine des recherches partenariales et participatives : le LabCom DESTINS de la MSHS Poitiers.

Créé en 2013, le programme « LabCom » est un outil de financement proposé par l'Agence Nationale pour la Recherche (ANR) en vue de consolider les relations entre un organisme de recherche et une petite ou moyenne entreprise dans un but de valorisation et d'innovation. En 2019, un accord de consortium entre le CNRS, la Scop Ellyx, la Maison des Sciences de l'Homme et de la Société (MSHS) de Poitiers et la signature d'une convention entre la MSHS et l'ANR, aboutissent à la naissance du Laboratoire Commun (LabCom DESTINS - Dynamique des Entreprises, de la Société et des Territoires vers l'INnovation Sociale, pour une durée de trois ans. C'est tout particulièrement dans le domaine des sciences humaines et sociales que ce LabCom va développer des recherches, valoriser et innover.

Le LabCom DESTINS est le fruit d'une collaboration entre des chercheurs et chercheuses de la MSHS de plusieurs disciplines (droit, économie, géographie et sciences de gestion) et les consultants-chercheurs de la Scop Ellyx. Cette collaboration, débutée en 2017 à l'initiative de l'université de Poitiers et de la

région Nouvelle-Aquitaine, portait sur la réalisation d'une étude par la Scop de consultance en innovation sociale Ellyx, intitulée « création d'une structure légère de transfert des connaissances en sciences humaines et sociales ».

Les chercheurs, chercheuses et consultants-chercheurs impliqués dans DESTINS collaborent sur quatre axes de recherche :

1. L'analyse des trajectoires d'émergence et de consolidation des innovations sociales de rupture.
2. La caractérisation des acteurs de l'écosystème et des cadres d'intervention et de financement.
3. Le partage de valeurs, environnement juridique et régulations.
4. La mesure d'impact des innovations sociales de ruptures à travers l'analyse de l'écosystème.

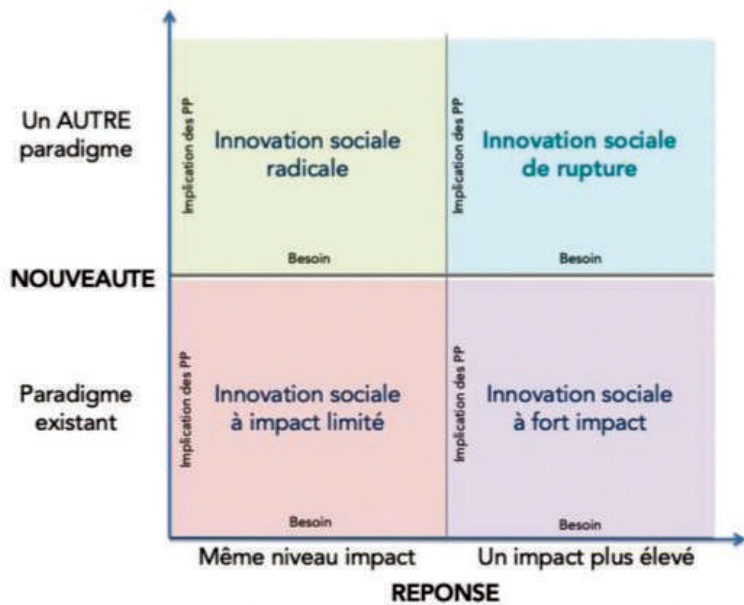
Ces quatre axes de recherche s'actualisent dans quatre grands domaines d'actions, que sont la transition écologique, l'inclusion sociale et la dépendance, les apprentissages en coopération et les nouveaux usages en partage (habitat, mobilités...).

Des « innovations sociales de rupture »

Le terme « innovation sociale » (IS) est de plus en plus utilisé pour désigner des initiatives et des démarches supposées pertinentes pour répondre à certains des grands défis contemporains : inégalités sociales, crise environnementale, accès à la santé ou à la culture, etc. Depuis une dizaine d'années et dans un contexte d'institutionnalisation des dispositifs de soutien à l'IS, différents travaux ont contribué à préciser et critiquer cette notion¹.

L'interconnexion et la complexité des défis identifiés nécessitent de penser des approches globales et ayant un pouvoir de transformation sociétal important, ce qui a conduit les équipes du LabCom DESTINS à se référer à l'« innovation sociale de rupture » (ISR). L'ISR doit être comprise comme une dynamique combinant des innovations de natures différentes : transformation des politiques publiques, des modèles économiques, des représentations culturelles, élaboration de nouveaux services et de nouveaux produits, etc. Sa pertinence tient précisément à cette agrégation d'innovations qui, ensemble, portent et appuient des processus de changements sociaux et sociétaux. Ces évolutions ne pouvant relever d'un seul acteur, ni même d'un seul type d'acteurs, l'ISR implique nécessairement un cadre de coopération d'acteurs hétérogènes (pouvoirs publics, entreprises, acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire, société civile, etc.) appelés à constituer une « communauté de destins et de desseins », plus ou moins formalisée, mais suffisamment intégrée pour que la démarche soit partagée par tous.

1. Richez-Battesti N., Petrella F., Vallade D. 2012, L'innovation sociale, une notion aux usages pluriels : quels enjeux et défis pour l'analyse ? », *Innovations* n° 38.
Douchet L. 2019, Être une entreprise et servir la société. Analyse du processus d'institutionnalisation de l'innovation sociale en France au début du XXI^e siècle, Thèse université de Bordeaux.
Juan M., Laville J-L., Subirats J. (eds.) 2020, *Du social business à l'économie solidaire. Critique de l'innovation sociale*, Erès.



« *New Game Strategies* », The McKinsey Quarterly, Printemps, 1981, pp 14-40.
 Source : Elyx, inspiré de Buaron Roberto

Si l'ISR propose un changement de paradigme dans la manière de concevoir le problème sociétal auquel elle s'attaque et dans la façon d'imaginer les solutions, sa contribution à l'intérêt général se veut manifeste et tangible, et résolument plus décisive que les solutions déjà existantes. Ainsi définie, l'ISR s'inscrit certes dans un processus plus large de transformation des pratiques sociales, mais la rupture qu'elle opère avec l'existant doit être repérable et objectivable.

Parce qu'elle relève d'une combinaison de changements et d'innovations réalisés par une coopération de différents acteurs, l'ISR suscite cependant un ensemble de questions complexes auxquelles le LabCom DESTINS tente d'apporter des réponses : existe-t-il un contexte institutionnel et/ou un écosystème favorable pour le développement de l'ISR ? Comment s'opère le partage de la valeur de l'ISR entre les acteurs ? L'ISR contribue-t-elle véritablement à transformer positivement la société en matière de transition écologique ou de dépassement des clivages socio-spatiaux par exemple ?

Le LabCom vu de l'intérieur

Le LabCom lui-même peut être considéré comme une innovation sociale. En effet, il favorise l'expérimentation d'une nouvelle forme de transfert de connaissances en SHS et présuppose la coopération entre différents acteurs hétérogènes de par leurs disciplines, leurs visions de la recherche et leurs approches des problèmes à traiter. Dès lors, que peut-on retirer de la mise en place de cette expérimentation ?

Quatre points d'attention peuvent être relevés :

- ▶ Un rapport à la temporalité hétérogène : parce que le chercheur est soumis à des contraintes liées à son environnement, le temps nécessaire à la recherche et au développement d'innovations sociales est parfois plus long que ne l'envisagent ses partenaires.
- ▶ Des objectifs souvent dissemblables : la coopération et la mise en place d'une démarche commune et partagée est un préalable à l'innovation sociale. Or, il est parfois difficile pour chaque partenaire de la coopération d'explicitier ses enjeux, de convaincre et d'impliquer l'autre partenaire dans un projet commun.
- ▶ Une conception différenciée de la restitution des recherches : alors que les chercheurs et chercheuses s'attachent aux théories,

à la précision des notions et des concepts, les consultants-chercheurs se focalisent plutôt sur la fluidité du discours et des constructions élaborées pour une large diffusion.

- ▶ Des enjeux de protection des données : quand l'université et l'Agence Nationale de la Recherche (en cohérence avec l'action du gouvernement et des institutions européennes) s'efforcent de respecter les règles permettant la protection et la sécurisation des données de la recherche, les entreprises du secteur privé, par souci de « réalisme gestionnaire », ont tendance à n'opérer qu'une veille sur les contraintes juridiques à venir, sans s'investir sur des enjeux qu'elles perçoivent comme ne les concernant pas.

Représentations, attentes et perspectives

Quelle est la conception que les chercheurs et chercheuses ont de l'innovation sociale ? Dans le cadre d'une enquête menée au sein du LabCom à la MSHS de Poitiers², en s'appuyant sur la contribution des chercheurs et ingénieurs signalés par l'InSHS, deux grandes représentations de la notion d'innovation sociale ont été recueillies : pour certains, l'innovation sociale tiendrait du conseil, de la préconisation à destination des acteurs extérieurs à la recherche, ces derniers allant puiser dans les publications scientifiques d'éventuelles solutions à des problématiques sociétales non résolues. L'objectif est alors de construire un propos socialement utile et scientifiquement fondé à propos d'une catégorie de population ou d'un territoire par exemple. Pour d'autres, l'innovation sociale permettrait avant tout de développer de nouvelles méthodes, de nouveaux outils, de nouveaux référentiels. En travaillant avec des collectivités territoriales, des centres socioculturels et des entreprises, les laboratoires de recherche mettent au service de l'écosystème territorial les connaissances et les expertises des chercheurs et chercheuses qui, unanimement, considèrent que leurs recherches participent à la transformation sociétale. Certains chercheurs se définissent même comme des « accompagnateurs de l'innovation sociale ». À l'évidence, le développement de la vulgarisation scientifique en SHS et de la valorisation des produits de la recherche participent aujourd'hui de cette ouverture de la recherche vers l'innovation sociale.

Outre l'expérience singulière du LabCom, certains appels à projets ou appels à manifestations d'intérêt, relèvent aujourd'hui de dispositifs de financement d'actions « imposant » la constitution en consortium de différents acteurs pour collaborer sur une problématique sociétale. Bien souvent, ces dispositifs mettent en avant de façon contraignante la mesure d'impacts dans l'évaluation des projets. Il est probable que l'un des enjeux majeurs de l'innovation et de la valorisation pour l'avenir sera de parvenir à articuler cette contrainte avec le mode dominant d'évaluation académique, lequel porte avant tout sur la qualité des travaux scientifiques réalisés plus que sur leur possible utilité sociale.

contact&info

▶ Sylvie Sap,
MSHS

sylvie.sap@univ-poitiers.fr

▶ Pour en savoir plus
<https://destins.labo.univ-poitiers.fr>

2. Duchein U. 2021, *Innovation sociale : paroles de chercheurs*, Rapport de stage au sein du LabCom DESTINS.

Les plateformes en sciences humaines et sociales comme outils d'ingénierie au service des projets de recherche

Membre du laboratoire *Cognition, Langues, Langage, Ergonomie* (CLLE, UMR5263, CNRS / Université Toulouse - Jean Jaurès / Université Bordeaux Montaigne), Pascal Gaillard s'intéresse à l'étude de la perception auditive principalement à travers la catégorisation cognitive. Il dirige la *Maison des Sciences de l'Homme et de la Société de Toulouse* (MSHS-T, UAR3414, CNRS / Université Fédérale Toulouse Midi-Pyrénées). Membre du *Laboratoire Interdisciplinaire de Recherche « Sociétés, Sensibilités, Soins »* (LIR3S, UMR7366, CNRS / Université Bourgogne Franche-Comté), Serge Wolikow est spécialiste de l'histoire politique du mouvement ouvrier par le biais de l'histoire des idées économiques, des organisations politiques et syndicales, socialistes et communistes, dans la période de l'entre-deux-guerres. Il a dirigé la *Maison des Sciences de l'Homme de Dijon* (MSH Dijon, UAR3516, CNRS / Université Bourgogne Franche-Comté) de 2002 à 2012 et a également été président du Réseau national des MSH de 2005 à 2010.



Simulateur de conduite automobile SIMULAUTO pour l'étude sur l'attention du conducteur au volant © Frédéric MALIGNE/MSH Toulouse/CNRS Photothèque

Depuis près de deux décennies, les plateformes technologiques apparaissent dans de nombreux domaines en sciences humaines et sociales comme l'archéologie, l'histoire ou la psychologie. L'ensemble des domaines possédant des méthodologies nécessitant de l'instrumentation s'équipe alors peu à peu de moyens conséquents et de haut niveau *via* des financements en provenance du CNRS (les équipements mi-lourds par exemple), des universités ou des régions (le plus souvent par le biais d'un Contrat de plan État-Région - CPER).

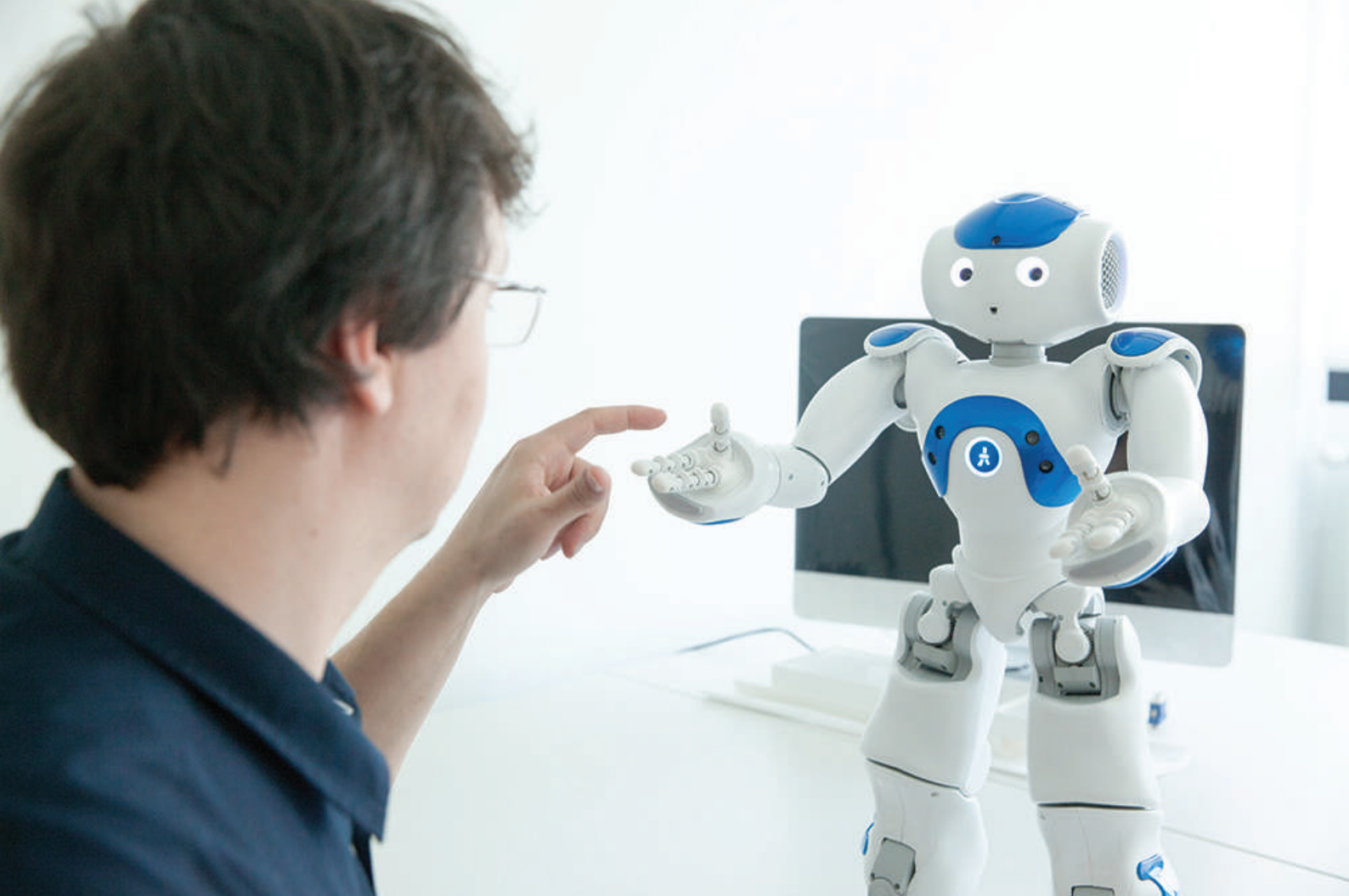
Si cette évolution engendre très positivement des dynamiques de recherche innovantes et promeut de nouveaux paradigmes scientifiques, elle se fait souvent de façon peu ou pas structurée ou mutualisée entre les laboratoires.

C'est dans ce contexte que les MSH et leur réseau ont souhaité, dès 2015, apporter leur aide et impulser une dynamique nationale en proposant d'accompagner cette évolution par le partage d'expériences d'utilisation de ces équipements et la mise en

commun des bonnes pratiques, dans un esprit de mutualisation. D'où un accompagnement des MSH aux laboratoires gestionnaires de ces plateformes technologiques sur chaque site, allant jusqu'à la prise en main par les MSH elles-mêmes de certaines de ces plateformes afin d'en assurer un partage et un usage facilité pour les laboratoires.

Ainsi, les MSH et le réseau national ont commencé à labelliser les plateformes présentes dans les universités avec, comme objectif, d'en optimiser le fonctionnement et d'en favoriser la mutualisation. Notons qu'au-delà des ressources technologiques, la volonté des plateformes en SHS est de fournir un certain nombre de ressources méthodologiques, indissociables de la technologie et permettant de lui donner du sens.

Ces années de pratique et de réflexion au sein du RnMSH ont abouti récemment à une définition normée de ce qu'est une plateforme en SHS. Ainsi, selon la charte des plateformes du RnMSH, une plateforme doit :



Interaction entre un ingénieur et le robot humanoïde NAO au sein du plateau ROB © Frédéric MALIGNE/MSH Toulouse/CNRS Photothèque

- ▶ avoir un objectif d'assistance à la recherche et disposer de personnel dédié ;
- ▶ s'appuyer sur un équipement technique mutualisé entre plusieurs utilisateurs et entités (laboratoires, établissements, équipes constituées autour d'un programme de recherche) ;
- ▶ être ouverte aux équipes associées aux MSH, avec possibilité de générer une demande de participation aux coûts engendrés.

Il y a quelques années, face à l'augmentation du nombre de plateformes concernées par cette évolution majeure, le RnMSH a décidé de les regrouper dans cinq domaines spécifiques.

Le domaine *Spatio* regroupe les plateformes pour le traitement et l'analyse de données à références spatiales, imagerie et 3D. D'un point de vue technologique, ce type de plateforme regroupe des équipements comme des GPS, des tachéomètres, des télémètres ou des capteurs photo ou thermique. Afin d'assurer des modélisations informatiques, elles regroupent également des scanners 3D ou des microscopes optiques permettant la production de données spatiales grandes et petites, utilisables par les équipements informatiques de pointes ou par les centres de calcul à haute intensité présents dans de nombreux sites universitaires en France.

Le domaine *Scripto* rassemble les plateformes travaillant sur les écrits d'où qu'ils proviennent et quelles que soient leurs natures : non seulement textes manuscrits, imprimés, partition musicale, mais aussi iconographie. L'enjeu majeur du passage au numérique et, par conséquent, de la conservation et de la diffusion des données a fait l'objet de nombreuses initiatives dans de nombreux domaines, thématiques ou non. Ainsi, les

plateformes concernées ont développé des compétences très importantes dans le domaine de la numérisation, de l'océrisation, ou plus spécifiquement de l'indexation, variable essentielle dans le domaine des archives.

Depuis bien longtemps, l'image (animée ou non) et les enregistrements sonores font partie intégrante de nombreuses disciplines en SHS. Le domaine *Audio-visio* regroupe ces compétences. Longtemps laissé pour compte des bibliothèques universitaires ou abandonné à de rares producteurs, l'audiovisuel scientifique connaît grâce aux plateformes regroupées par le RnMSH un regain d'intérêt et une diffusion enfin à la hauteur de son importance scientifique. Dans ces plateformes, on peut distinguer les archives audiovisuelles, les films de recherche, la production audiovisuelle des manifestations scientifiques et toute source audiovisuelle mettant en lumière l'activité scientifique d'un domaine ou d'un objet de recherche.

De nombreuses disciplines parmi les sciences humaines et sociales s'appuient sur des méthodologies mettant en œuvre des expérimentations en laboratoire ou sur des terrains particuliers. Ainsi, le domaine *Cogito* regroupe les plateformes dépendant des MSH et permettant la mise en œuvre de ces méthodologies. Regroupant de nombreux équipements comme l'analyse du suivi du regard, des simulateurs de voiture ou l'analyse de la graphomotricité, les plateformes concernées n'hésitent pas à rassembler également des équipements jusqu'à rarement disponibles dans les SHS comme les différents outils permettant une observation directe de l'activité cérébrale (à travers des électroencéphalogrammes - EEG ou des imageries spectroscopiques proches infrarouges fonctionnelles - fNIRS).

L'ensemble de ces matériels souvent très coûteux et exigeant en matière de réglementation et de connaissances techniques bénéficie directement du partage des compétences à travers le RnMSH.

L'activité scientifique en SHS s'appuie de plus en plus sur des analyses quantitatives d'enquêtes massives. Le domaine *Data* regroupe les plateformes travaillant sur ces données relevant des analyses et enquêtes quantitatives. Au-delà des méthodologies statistiques utilisées, ces plateformes ont pour objectif d'inciter les chercheurs en SHS, et particulièrement en sciences sociales, à faire évoluer leurs méthodes pour intégrer des analyses quantitatives qui viendront éclairer les analyses qualitatives indispensables et apporter des éléments de corrélation importants. Coordonnées par l'IR* Progedo et accompagnées dans leur quotidien par le RnMSH, les Plateformes Universitaires de Données (PUD) sont au service direct des laboratoires et des chercheurs et chercheuses des sites universitaires où elles sont installées.

Une réflexion sur ces cinq réseaux de plateformes a eu lieu tout au long de l'année 2020. Une feuille de route pour les réseaux de plateformes deuxième génération a été présentée et validée par le comité directeur du RnMSH. Les périmètres et contenus de chaque réseau de plateformes sont en cours d'évolution.

Le travail et l'activité de ces plateformes en réseau se développent particulièrement autour de l'optimisation des moyens, du partage d'expériences concernant les outils, et du lien avec les réseaux et consortiums thématiques.

contact&info

- ▶ Pascal Gaillard, MSHS-T
pascal.gaillard@univ-tlse2.fr
- ▶ Serge Wolikow, LIR3S
serge.wolikow@orange.fr



PercepTron, table permettant une tâche de tri libre, utilisée pour étudier la perception des sons © Frédéric MALIGNÉ/MSH Toulouse/CNRS Photothèque

Trois questions à Didier Breton, Laurence Rageot et Fatiha Idmhand, sur les données de la recherche

En 2016, la loi pour une République numérique est promulguée. S'ensuivent les publications, en 2018, du plan national pour la science ouverte, en 2019, de la *Feuille de route du CNRS pour la science ouverte*, en 2020, du plan de données de la recherche du CNRS. En 2020, le CNRS crée la Direction des données ouvertes de la recherche (DDOR). La gouvernance de la DDOR s'appuie sur un comité de pilotage où sont représentés les dix instituts du CNRS. La mise en exergue des données de la recherche, leur prise en compte tout au long, et au-delà, du déploiement d'un projet de recherche ont entraîné des modifications, dans la façon de « faire la recherche » que ce soit pour les chercheurs et chercheuses eux-mêmes, ou pour les personnels d'appui à la recherche. Professeur de démographie à l'université de Strasbourg, chercheur associé à l'Ined, Didier Breton est directeur de la *Maison Interuniversitaire des Sciences de l'Homme - Alsace* (MISHA, USR3227, CNRS / Université de Haute-Alsace / Université de Strasbourg). Ingénieure de recherche CNRS, Laurence Rageot est coordinatrice de l'Atelier Numérique, au sein de la *Maison des Sciences de l'Homme Val-de-Loire* (MSH VdL, USR3501, CNRS / Université de Tours / Université d'Orléans). Fatiha Idmhand, professeur des universités, université de Poitiers, membre de l'*Institut des textes et manuscrits modernes* (ITEM, UMR8132, CNRS / ENS Paris). Tous trois reviennent sur les pratiques mises en place au sein des MSH en matière de science ouverte et de traitement des données de la recherche.

Comment appréhendez-vous le cycle de la donnée, au sein de votre MSH, quelles en sont les implications ?

Didier Breton – Les données en SHS, comme dans les autres domaines, sont partout, mais prennent, peut-être, des formes plus variées : photos, sons, entretiens, données d'enquête, références bibliographiques, notices, textes, images, entre autres ! Les corpus de données ne manquent pas... En revanche, d'autres choses manquent terriblement : non seulement une sensibilisation aux bonnes pratiques, mais aussi des ressources matérielles et humaines. Et là, la présence d'une Maison des Sciences de l'Homme sur un site universitaire prend tout son sens. C'est en tout cas le cas en Alsace avec la Maison Interuniversitaire des Sciences de l'Homme – Alsace (MISHA).

Une MSH est avant tout un lieu de mutualisations. Mutualisation de matériel d'abord : c'est le cas pour la collecte et la « fabrication » de données demandant du matériel souvent coûteux et trop peu exploité une fois acquis, notamment s'il est attaché à une seule unité de recherche. Les plateformes techniques mutualisées apportent alors une réponse pour de la numérisation, de la captation de mouvements ou de sons, ou encore pour les salles d'expérimentation... Ces plateformes, présentes depuis longtemps dans les sciences fondamentales, apparaissent de plus en plus dans les sciences humaines et sociales et sont de plus en plus souvent hébergées et gérées par les MSH. C'est le sens de notre projet « Collecter Organiser et Valoriser les Données en SHS » (COVD-SHS) développé au sein de la région Grand Est, porté notamment par la MISHA et la *Maison des Sciences de l'Homme Lorraine* (MSH Lorraine, USR3261, CNRS / Université de Lorraine). Mutualisation aussi de ressources humaines... Dans les MSH, des personnels au service de l'ensemble des unités du site auquel il appartient agissent au quotidien pour l'utilisation et la valorisation des données. Leur utilité va au-delà des simples services rendus. La diversité des situations, des disciplines dans et avec lesquelles ils évoluent leur apporte une connaissance large des données et de leur traitement, développe chez eux une capacité à établir des ponts entre les disciplines et les pratiques dans l'exploitation des données — bref, apportent une vision transverse de la question des données. Mutualisation des bonnes pratiques, enfin. C'est le cas des enjeux associés au développement d'une science des données en SHS, comme ceux liés à la science ouverte ou encore aux règlements généraux sur la protection des données

(RGPD). L'anticipation et la formation aux bonnes pratiques, vécues parfois comme une perte de temps, entravant celui de la recherche, s'avèrent rapidement très vertueux et permettent un gain de temps considérable pour les chercheurs et chercheuses. Ce souci de mutualisation est au cœur des plateformes de la MISHA : la Plateforme en Humanités Numériques (PHuN), la Plateforme Universitaire de Données (PUD-S), mais aussi le pôle d'Édition OUVROIR et sa pépinière de revues. Les six ingénieurs d'études qui y travaillent au quotidien et œuvrent ainsi à ces mutualisations, donnent toujours plus de sens et d'ouverture aux données de la recherche, dans une perspective pluridisciplinaire mis en œuvre aussi souvent que possible !

En tant que responsable de l'atelier numérique à la MSH Val-de-Loire, quelles sont les évolutions des pratiques des chercheurs et chercheuses que vous avez pu constater depuis dix ans ? Quelles en sont les implications sur les métiers d'ingénierie ?

Laurence Rageot – L'atelier numérique de la MSH Val de Loire existe depuis dix ans. Nous avons constaté une évolution des demandes de services que nous recevons. Les premières années, nous étions sollicités pour des sites web de projet que je qualifierai de « site vitrine » ne comprenant aucune donnée de recherche mais permettant d'attester de l'existence d'un projet, ou pour des bases de données de travail. Ce type de bases de données, pour lesquelles nous sommes encore sollicités, permettent aux chercheurs et chercheuses de mener collectivement leurs recherches et d'établir les résultats qui seront publiés dans des revues. Elles sont publiées sur internet mais ne permettent que rarement la réutilisation des résultats. Désormais, parallèlement à ce type de demandes, d'autres projets s'engagent dans la publication de leurs données de recherche dans le web des données grâce au web sémantique.

Ces travaux menés conjointement avec le consortium MASA (Mémoire des archéologues et des sites archéologiques), labellisé par l'infrastructure de recherche Huma-Num, nous ont amené à renforcer l'équipe de l'Atelier Numérique pour accompagner les chercheurs dans l'appariement de leurs données avec des ontologies de domaine (le CIDOC-CRM¹) pour les archéologues et tous les travaux sur le patrimoine culturel) et à contribuer à la poursuite des développements du composant Sparnatural

1. CIDOC *Conceptual Reference Model* (CRM) : ontologie de domaine dédiée au patrimoine culturel, coordonnée par un consortium international (CRM SIG).

permettant de construire visuellement des requêtes SPARQL² pour interroger des jeux de données hétérogènes publiés sur le web au format RDF.

Toutefois, cette évolution des sollicitations, qui n'est pas similaire dans toutes les disciplines, requiert également que toute l'équipe de l'Atelier Numérique se forme en continu aux nouvelles technologies et aux nouvelles méthodes. C'est une nécessité non seulement pour les développeurs web qui doivent s'adapter aux évolutions technologiques, mais également pour tous les membres de l'atelier car nous assurons l'accompagnement des chercheurs et chercheuses sur l'intégralité du cycle de vie des données quelle qu'en soit la nature (textuelle, iconographique, musicale, spatiale, audiovisuelle...) : de leur création et leur traitement à leur diffusion, le stockage à court et moyen terme, mais également l'aide sur le plan de gestion de données, le tout dans le respect des principes FAIR.

À quels services des Maisons des Sciences de l'Homme avez-vous recours pour organiser vos données scientifiques ? Quelle est votre expérience et qu'en pensez-vous ?

Fatima Idmhand – Les instruments et plateaux techniques ne sont pas les seuls services qu'offrent les Maisons des Sciences de l'Homme pour contribuer aux travaux sur les données. Bien sûr, lorsque ces équipements de capture de données existent, comme c'est le cas à la [Maison des Sciences de l'Homme et de la Société de Poitiers](#) (MSHS Poitiers, USR3565, CNRS / Université de Poitiers / Université de Limoges), ils rendent de très grands services aux chercheurs et aux chercheuses. Actuellement, j'ai la chance de disposer de conditions idéales pour la réalisation de mon projet CollEx « Archivos 3.0 » (2020-2022) car les manuscrits et archives au cœur du programme sont hébergés au premier étage de la MSHS par l'équipe « Archivos » de l'Institut des textes et manuscrits modernes, et l'archiviste recruté grâce à CollEx n'a qu'à se rendre au rez-de-chaussée pour accéder à la plateforme technique. Là, il réalise les opérations de conversion en données des archives et saisit une partie des métadonnées. L'équipement de cette MSH permet aux projets en humanités numériques d'éviter le recours à la prestation externe et de dégager des moyens pour financer d'autres tâches essentielles telles que

l'enrichissement des métadonnées et l'accompagnement au stockage des données dans un entrepôt sécurisé, comme par exemple celui d'Huma-Num : Nakala.

Lorsque de tels instruments n'existent pas dans les MSH, et c'était le cas lorsque je travaillais dans la région Hauts-de-France, il est possible de compter sur d'autres services tout aussi importants tels que l'accompagnement au dépôt de projets (ANR, ERC, etc.) La constitution des jeux de données indispensables aux études scientifiques requiert d'importantes ressources financières car ces tâches sont coûteuses et, le plus souvent, ce sont les financements sur projets qui apportent ces moyens. De ce point de vue, les services proposés par la [Maison Européenne des Sciences de l'Homme et de la Société](#) (MESHS, USR3185, CNRS / Université de Lille) sont extrêmement précieux. La MESHS réalise une veille et un accompagnement importants des chercheurs et chercheuses lors des appels à projets. Il s'agit d'une expertise essentielle. J'ai été très bien accompagnée par la MESHS pour la préparation de mon projet ANR « Jeunes chercheurs/euses » (projet « CHispa » 2014-2017). Cela m'a permis de constituer deux fonds documentaires numériques, de créer plusieurs milliers de données et de métadonnées, et de développer toute une méthodologie (*workflow*) pour la création de données numériques à partir des fonds d'archives et manuscrits d'auteurs.

Propos recueillis par Myriam Danon-Szmydt, secrétaire générale du RnMSH

contact&info

- ▶ Didier Breton, Misha
dbreton@unistra.fr
- ▶ Laurence Rageot, MSH VL
laurence.rageot@univ-tours.fr
- ▶ Fatima Idmhand, ITEM
fatihaidmhand@yahoo.es

2. Langage dérivé du SQL (*Structured Query Language*, en français langage de requête structurée) pour interroger le web sémantique.

Le soutien à l'édition scientifique dans les MSH

Ingénieure de recherches CNRS, Astrid Aschehoug est éditrice en sciences humaines et sociales. Elle a rejoint l'InSHS le 1^{er} mai dernier en qualité de chargée du soutien à l'édition scientifique et au développement de l'accès ouvert, au sein du pôle Science ouverte, publications scientifiques et données de recherche. Professeure en arts, esthétique et humanités numériques à l'université Rennes 2, Nicolas Thély est directeur de la [Maison des Sciences de l'Homme en Bretagne](#) (MSHB, USR3549, CNRS / Université de Bretagne Occidentale / Université Rennes 2 / EHESP / Université Bretagne Sud / Université de Rennes 1 / IMT Atlantique) depuis 2016 et membre du directoire du RnMSH.

Sous l'impulsion du mouvement de l'accès ouvert, puis de la politique de Science ouverte, la question de la publication numérique traverse le paysage de l'édition scientifique publique et occupe particulièrement les Maisons des Sciences de l'Homme (MSH), notamment conçues pour répondre à ces nouveaux enjeux en sciences humaines et sociales (SHS).

Ces structures ont été fondées à l'échelle régionale comme les lieux de la mise en commun de moyens émanant d'établissements universitaires dépendant du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (Mesri) et du CNRS dans une perspective interdisciplinaire. De fait, elles ont également été pensées comme les relais des infrastructures nationales, elles aussi portées par le Mesri et le CNRS¹. Ces infrastructures donnent en effet le « la » en matière de standards numériques ouverts, qu'il s'agisse des IR* (Huma-Num et Progedo, en SHS) ou des infrastructures de recherche OpenEdition et Métopes (Méthodes et outils pour l'édition structurée). Entre autres compétences, les MSH abritent des ingénieur(e)s du CNRS ou de l'université appartenant aux BAP D, E, et F², et sont le lieu où chercheurs, chercheuses et ingénieur(e)s de plusieurs appartenances institutionnelles collaborent. Leur travail donne souvent lieu à des offres de services agrégées notamment autour des plateformes Scripto qui ont longtemps été au centre des préoccupations éditoriales des MSH (voir à ce sujet l'article du présent dossier consacré aux plateformes).

Contribution des MSH aux pôles éditoriaux

Pour prendre la mesure des nombreux changements comme la généralisation de l'accès ouvert aux publications et aux données de la recherche ([plan national pour la science ouverte](#), modèle Diamant soutenu par le plan S³), la réorganisation de services (édition, documentation, formation), l'émergence de nouveaux acteurs (services commun de la documentation - SCD), réseaux métier, entre autres), l'Institut des sciences humaines et sociales (InSHS) du CNRS et le Réseau national des Maisons des Sciences de l'Homme (RnMSH) se sont associés en 2020 pour mener une enquête sur les modalités de soutien à l'édition scientifique dans les 22 MSH⁴.

Le fonctionnement et la cartographie des nouveaux acteurs que sont les « pôles éditoriaux », apparus il y a entre cinq et dix ans, ont été au cœur de cette étude. Les plus anciens de ces pôles ont en effet été impulsés par l'InSHS au sein même des MSH, dans le souci de professionnaliser son dispositif de soutien à l'édition scientifique et de regrouper les agents de son contingent pour former une communauté métier. La [MSH Mondes](#) (USR3225,

CNRS / Université Paris Nanterre / Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne) et la [Maison des Sciences de l'Homme Paris Nord](#) (MSHPN, USR3258, CNRS / Université Sorbonne Paris Nord / Université Vincennes-Saint-Denis) entrent par exemple dans ce cas de figure. Cette enquête a néanmoins montré qu'une MSH n'était pas la seule entité concernée par la question des pôles éditoriaux : elle peut y être positionnée comme une pièce pivot ou, au contraire, plus secondaire d'une stratégie éditoriale pensée à échelle locale. Les revues y sont très présentes, sans caractère exclusif toutefois.

Typologie des formes de soutien à l'édition scientifique

Le trait majeur de ces changements concerne la structuration à l'échelle des sites. Les types d'activités et de services proposés distinguent les pôles éditoriaux des pépinières de revues. Ces dernières sont des plateformes comprenant un pan infrastructure de revues (serveur, CMS) et un pan d'accompagnement aux bonnes pratiques éditoriales en contexte de Science ouverte. Sur la quinzaine de pépinières de revues développées en France, cinq sont portées par les MSH : la Pépinière de revues en *openaccess* (PREO) à Dijon (2000), celle de la MSH Paris-Nord (2008), le Pôle éditorial Numérique (Polen) à Clermont-Ferrand (2015), Numerev à Montpellier (2017), la Pépinière de revues du Grand-Ouest en Libre Accès (PERGOLA) à Rennes (2021). Une sixième pépinière est en cours de constitution à Strasbourg.

Un cran au-delà d'une pépinière, un pôle éditorial correspond à une structuration institutionnelle associant plusieurs acteurs, dont les MSH, à l'échelle d'un site ou d'une région, conjuguant à la fois l'apport matériel (pépinière), l'accompagnement éditorial, l'expérimentation d'outils et la fabrication des revues. Ces pôles combinent des fonctions non seulement d'hébergement, d'accompagnement, mais aussi de production et de recherche et développement. Les sites de Lyon-Saint-Étienne, du Grand-Ouest (Nantes/Rennes/Brest), de Strasbourg et de Lille appartiennent à ce cas de figure très particulier où la situation s'est organisée sur un plan local et pour lesquels une véritable complémentarité des moyens a été structurée autour d'objectifs éditoriaux communs. Ces besoins ont bien souvent fait l'objet d'un état de l'art préalable et d'un recensement précis. Cette structuration est généralement le prélude à la rédaction de documents à visée de gouvernance (chartes, contrats, conventions interinstitutionnelles...).

Les MSH pivot d'un pôle

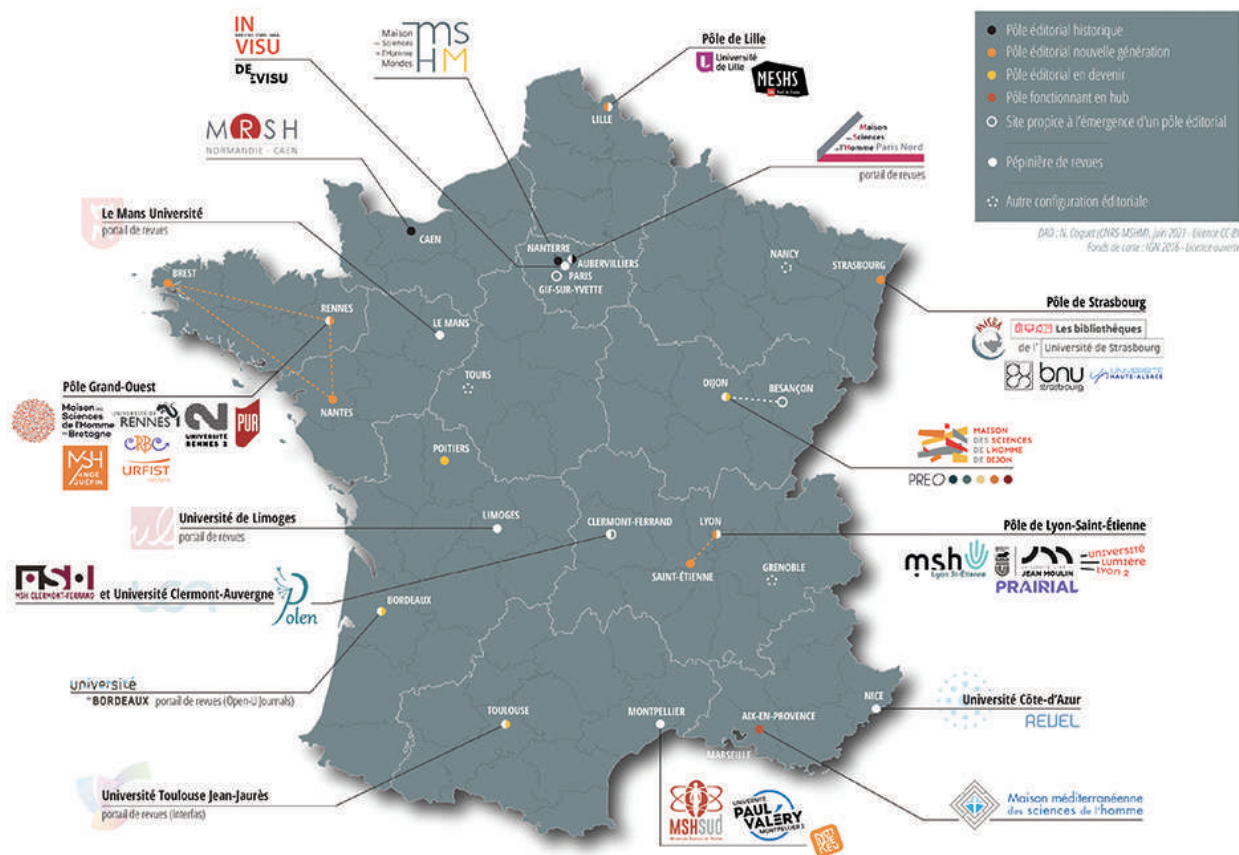
Dans ces structurations à géométrie variable, certaines MSH jouent un rôle de pivot en mettant en place une logique de coordination au service du développement de la politique

1. Voir à ce sujet l'article 8 de la [Charte des MSH](#).

2. Pour voir les différents branches d'activités professionnelles (BAP), consulter le [portail des métiers IT CNRS](#).

3. Plan issu de la cOAlition S. Cette dernière fédère le Conseil européen de la recherche et les agences de financement de la recherche de douze pays d'Europe. Le plan vise, entre autres, l'ouverture des publications scientifiques sans embargo, sans frais et sous l'une des licences *Creative Commons* les plus ouvertes (CC-by).

4. Aschehoug A., *Les pôles éditoriaux : contexte, état des lieux et perspectives*, rapport à paraître.



Carte des pépinières revues et des pôles éditoriaux hexagonaux (1^{er} octobre 2020 - 1^{er} avril 2021)

scientifique du site. C'est notamment le cas dans le Grand-Ouest (Bretagne-Pays de la Loire) avec la [Maison des Sciences de l'Homme en Bretagne](#) (MSHB, USR3549, CNRS / Université de Bretagne Occidentale / Université Rennes 2 / EHESP / Université Bretagne Sud / Université de Rennes 1 / IMT Atlantique), appuyée par la [Maison des Sciences de l'Homme Ange-Guépin](#) (MSH Ange-Guépin, USR3491, CNRS / Université de Nantes / Le Mans Université / Université d'Angers). L'objectif des deux MSH était d'associer l'ensemble des acteurs concernés par l'édition⁵ autour d'un projet de pôle éditorial interrégional pour fédérer l'ensemble des initiatives locales avec, par exemple, la création de revues, leur référencement, la pérennité d'outils éditoriaux, la bonne application des ressources éditoriales à l'échelle régionale, des formations, permettant ainsi d'éviter, entre autres, l'hyperconcurrence sur des appels à projets nationaux (ceux du Fonds national pour la science ouverte, par exemple). C'est également le cas de la [Maison méditerranéenne des Sciences de l'Homme](#) (MMSH, USR3125, CNRS / AMU) à Aix-en-Provence, qui fait fonctionner en *hub* un réseau de professionnels de l'édition implantés en laboratoires autour d'un axe de coordination assuré depuis la MSH.

Les MSH complémentaires d'un pôle

Suivant une autre voie de structuration locale, d'autres MSH contribuent au déploiement de projets éditoriaux en rejoignant les dispositifs développés initialement par d'autres acteurs comme des services communs d'établissements. C'est le cas, par exemple, de la [Maison des Sciences de l'Homme Lyon Saint-Etienne](#) (MSH – LES, UAR2000, CNRS / Université Jean

Monnet / Université Lumière Lyon 2 / Université Jean Moulin Lyon 3) qui apporte son concours en matière de compétences et de moyens au pôle éditorial construit autour de la plateforme de revues en accès ouvert PRAIRIAL créée en 2017 au sein du SCD de l'université Jean Moulin Lyon 3. Cette pépinière, première officiellement soutenue par OpenEdition, a pris une dimension supplémentaire soutenue en agrégeant autour d'elle une mise au facteur commun de ressources jusqu'à devenir aujourd'hui le pôle éditorial de Lyon-Saint-Étienne. Dans un même ordre d'idées, dans la région des Hauts-de-France, la [Maison Européenne des Sciences de l'Homme et de la Société](#) (MESHS, USR3185, CNRS / Université de Lille) est partenaire du projet de plateforme de revues ORA-HdF (Ouvrir, Rendre Accessible) initiée par l'université de Lille en partenariat avec OpenEdition et le master Lettres - Parcours Éditions numériques et imprimées de textes littéraires.

Les relations avec les presses universitaires

Entre autres aspects, la coordination de l'activité des services impliqués sur un plan local repose sur un partenariat étroit entre les presses universitaires, les MSH et les autres acteurs de site. À Clermont-Ferrand, les presses universitaires Blaise-Pascal développent depuis 2015 des revues numériques créées par des centres de recherche rattachés à la MSH, en collaboration avec le pôle humanités numériques, et se fixent comme objectif le passage sur des portails en accès libre. Les Presses universitaires de Rennes, hébergées à la MSHB depuis 2017, ont développé avec la structure fédérative des projets de recherche (traduction automatique de métadonnées), une co-

5. Presses universitaires de Rennes, Urfist Bretagne-Loire, SCD de Rennes 1 et Rennes 2, Direction des services informatiques de Rennes 2, Centre de recherche bretonne et celtique - Documentation – Bibliothèque Yves Le Gallo (UMS3554, CNRS / Université de Bretagne Occidentale).

publication d'ouvrages sur le métier de chercheur en SHS, et sont impliquées dans les projets de structuration interrégionale. Dans l'Est, les Presses universitaires de Strasbourg, hébergées à la [Maison Interuniversitaire des Sciences de l'Homme - Alsace](#) (MISHA, USR3227, CNRS / Université de Haute-Alsace / Université de Strasbourg), se positionnent vers un projet commun d'accompagnement de *Data Papers*.

Expérimentations et formations

Les MSH comme relais des outils des IR et IR*

Ces initiatives fécondes pour les sites s'inscrivent dans la lignée de l'expérience primitive de la [Maison de la Recherche en Sciences Humaines](#) (MRSH-Caen, USR3486, CNRS / Université de Caen Normandie) à Caen qui a initié, il y a plusieurs années déjà, une démarche emblématique dans la mise en synergie des ressources et compétences des acteurs du site : le Centre de Ressources Technologiques pour les TIC (CERTIC), département de la DSI de l'université de Caen ; les Presses universitaires de Caen, service commun de l'université de Caen, hébergées depuis 1990 dans les murs de la MSH ; le pôle document numérique de la MRSH, pôle pluridisciplinaire et plateforme d'ingénierie, ainsi que l'IR-Métopes. Dans ce contexte propice à l'innovation et à la diffusion des outils, les fonctionnalités avancées nécessaires à l'édition de corpus sont développées au sein du pôle document numérique. Leurs ressources structurées sont accessibles depuis leur site comme, par exemple, [l'édition en ligne des œuvres et de la correspondance de Descartes](#).

Actuellement, on compte d'autres expérimentations impliquant les MSH : à Rennes, la MSHB pilote le projet OPTIMICE, un projet associant les Presses universitaires de Rennes et l'équipe d'accueil (EA) Linguistique Ingénierie et Didactique des Langues (LIDILE) de l'université Rennes 2, dont l'objectif est de concevoir une méthode de traduction scientifique combinant traduction automatique neuronale et post-édition humaine afin d'optimiser la qualité des métadonnées bilingues des articles. Dans le cadre du projet REGOSO, des expérimentations sont en cours avec

l'éditeur de texte sémantique STYLO, outils désormais intégrés dans les services de l'IR* Huma-Num avec les revues *PHLIT* et *Humanités numériques*.

Implication des MSH dans la formation

Dès lors, dans ce contexte de grandes mutations des structures et des périmètres des métiers, les MSH se sont approprié la question de la formation et l'ont complètement intégrée à leur offre de service. Les MSH prennent part à cet accompagnement dans le cadre de différentes configurations (locales, régionales ou nationales), le plus souvent en associant des acteurs de terrain et structures nationales (OpenEdition, Métopes ou encore les réseaux métiers comme Médiçi, métiers de l'édition scientifique publique). Diffuser des bonnes pratiques, mettre en œuvre de la professionnalisation font partie de leur mission. À l'initiative du SCD de l'université de Toulouse Jean-Jaurès et de la [Maison des Sciences de l'Homme de Dijon](#) (MSH Dijon, UAR3516, CNRS / Université Bourgogne Franche-Comté), le SPOC Quero (*Small Private Online Course* adossé aux critères de qualité éditoriale « Quero »), plateforme d'enseignement à distance, a été créé dans le cadre d'un appel à projet du groupement d'intérêt scientifique (GIS) du Réseau des Urfist. Le consortium comprend d'autres acteurs dont la MSHB. Les sept premiers modules de cette formation certifiante — portant notamment sur la qualité éditoriale, le référencement des revues et les outils éditoriaux — sont en ligne depuis la mi-octobre pour une première cohorte d'une trentaine d'apprenants.

L'ensemble de ces actions locales sont coordonnées par le RnMSH qui joue un rôle d'interface territoriale en accompagnant les projets lors de leur maturation. Il facilite alors les interactions avec les autres infrastructures nationales SHS, le CNRS et la Conférence des présidents d'université (CPU) quand cela est nécessaire. Dans le but d'organiser cette nouvelle communauté de pratiques distribuées sur le territoire, le RnMSH est aussi un interlocuteur de Repères, le réseau naissant qui regroupe plus d'une quinzaine de pépinières.

contact&info

▶ Astrid Aschehoug
InSHS

astrid.aschehoug@cnrs.fr

▶ Nicolas Thély
MSHB

nicolas.thely@mshb.fr

Le réseau des Maisons des Sciences de l'Homme, infrastructure de recherche nationale au service des sciences humaines et sociales

Gilles Pollet est politiste, spécialiste de l'analyse des politiques publiques et de la socio-histoire des sciences et savoirs de gouvernement. Il est, depuis septembre 2016, directeur de la *Maison des Sciences de l'Homme Lyon Saint-Etienne* (MSH LSE, UAR 2000, CNRS / Université Jean Monnet / Université Lumière Lyon 2 / Université Jean Moulin Lyon 3). Il est également, depuis juin 2019, membre du Directoire du Réseau national des Maisons des Sciences de l'Homme (RnMSH).

Le Réseau national des Maisons des Sciences de l'Homme (RnMSH), conçu sous forme de Groupement d'Intérêt Scientifique (GIS) en 2006, regroupe vingt-deux maisons. Depuis 2012, ce réseau est une infrastructure de recherche (IR) en sciences humaines et sociales (SHS), distribuée sur le territoire national et inscrite sur la feuille de route nationale des infrastructures de recherche reconnues par le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (Mesri). Rappelons que dans l'esprit de la Fondation Maison des Sciences de l'Homme (FMSH), créée à Paris par Fernand Braudel en 1963, la convergence d'une action impulsée par Maurice Garden, alors directeur de la recherche au ministère, et d'initiatives de plusieurs universitaires en région, a conduit à la création de MSH sur les principaux sites universitaires à partir des décennies 1980-1990. Le mouvement s'est poursuivi dans les années 2000.

Le Réseau national des MSH coordonne aujourd'hui un dispositif de maillage du territoire national structuré autour de ces vingt-deux maisons qui constituent des instruments de transformation des SHS basés en particulier sur l'interdisciplinarité, le développement de la logique de projet, l'internationalisation des recherches, la logique de science ouverte et l'ancrage territorial.

Les actions des MSH et de leur réseau sont articulées autour de quatre missions principales et tiennent compte du paysage institutionnel et du contexte spécifique de chaque site :

► **Une mission de déploiement-relai** : les MSH doivent déployer et ancrer territorialement les dispositifs nationaux que sont les Très Grandes Infrastructures de Recherche en SHS, les actions coordonnées de valorisation, les actions nationales en faveur de l'information scientifique et technique.

► **Une mission de mutualisation** : les MSH doivent être en mesure de proposer des services mutualisés d'appui à la recherche à l'ensemble des unités de recherche qu'elles couvrent (unités mixtes de recherche, unités de recherche propres de l'enseignement supérieur et de la recherche, ou encore fédérations de recherche). Au-delà des économies d'échelle, la mutualisation encourage des solutions hyper-compatibles qui favorisent l'échange, l'interopérabilité des données et le décloisonnement.

► **Une mission d'incubation** : les MSH doivent s'organiser autour d'une logique de transversalité par rapport aux laboratoires, en étant en capacité de cristalliser des initiatives de recherche qui alimentent le cœur scientifique des unités. Les MSH constituent en particulier des dispositifs de soutien aux projets interdisciplinaires portés notamment par les jeunes chercheurs et chercheuses et peuvent organiser les formations nécessaires à la mise en œuvre des projets scientifiques.

► **Une mission de fédération** : deux types d'actions peuvent ici être envisagées. La première consiste à fédérer des unités d'un site autour d'un projet particulier, en vue d'atteindre

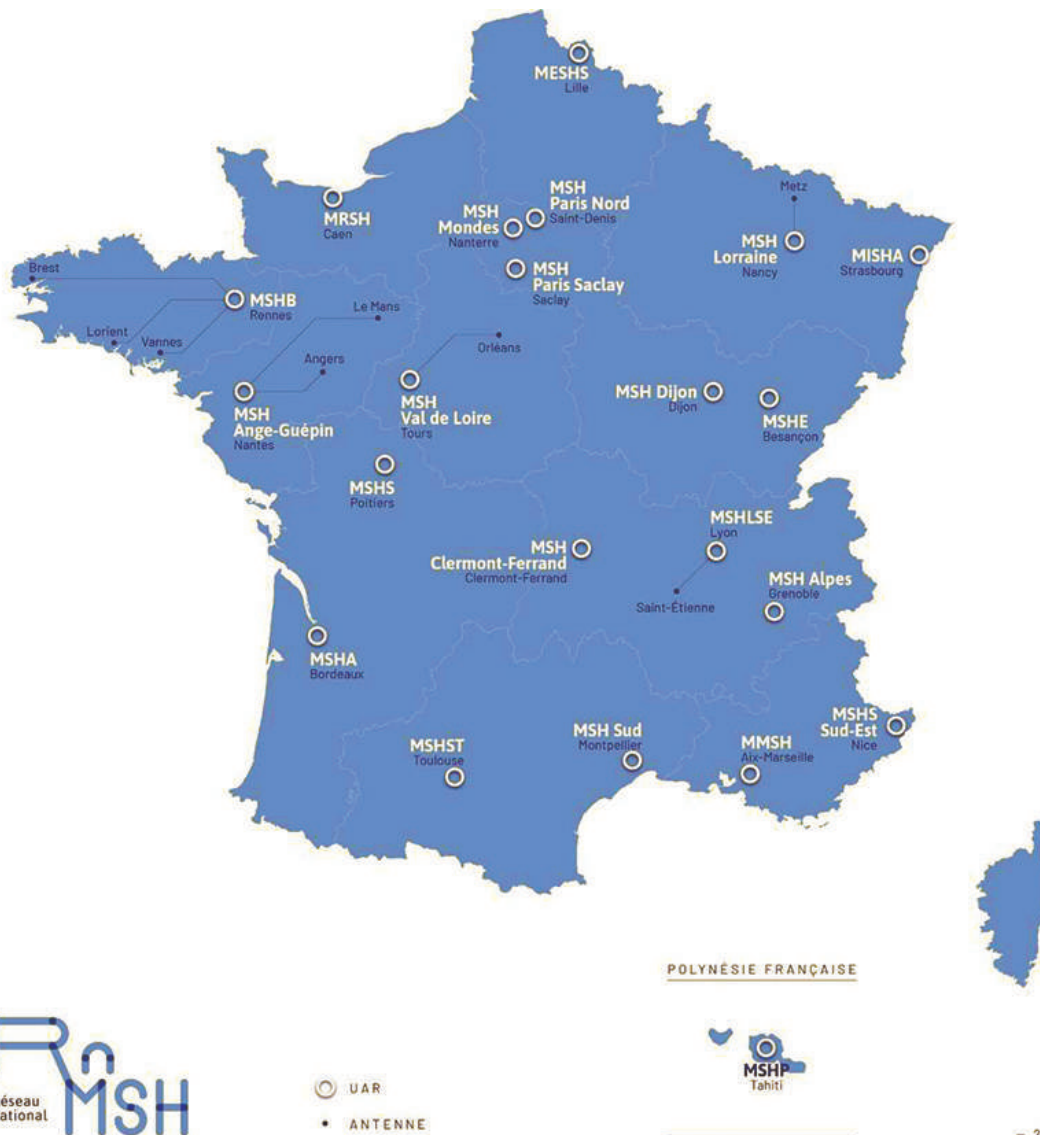
un poids scientifique suffisant pour légitimer un *leadership* national et une visibilité internationale. La seconde action, liée à la mise en œuvre de la politique de site, conduit à proposer que les MSH jouent un rôle important dans l'animation et la structuration de la communauté scientifique SHS du site.

Dans ce cadre général, l'action du RnMSH permet de coordonner les forces et les potentiels de chacune des maisons en les fédérant dans un dispositif national et en développant quelques opérations stratégiques, structurantes et emblématiques.

Parmi ces dernières, citons notamment les appels à projets ou appels à manifestation d'intérêt récurrents du RnMSH qui sont lancés tous les ans ou tous les deux ans. Il s'agit de financer des projets inter-MSH, innovants, exploratoires, structurants, interdisciplinaires et pluridisciplinaires, impliquant le plus souvent les plateformes technologiques des MSH, entre et au-delà des sciences humaines et sociales. Ces derniers ont la particularité de reposer sur des projets scientifiques qui font travailler ensemble des collègues et des équipes situés dans au moins deux MSH différentes.

Soulignons également le rôle déterminant joué par le Réseau dans la structuration et la mise en cohérence des plateformes inscrites au sein des MSH et labellisées par le RnMSH. Une plateforme du RnMSH est un ensemble de moyens techniques organisés de façon systématique qui, allié à des compétences d'ingénierie de haut niveau, constitue une instrumentation spécifique et mutualisée au service de la recherche en SHS. Le RnMSH fédère cinq réseaux de plateformes technologiques ainsi définies : *Audio-visio* (ressources et corpus audio, visuels, du documentaire ethnologique aux conférences filmées), *Cogito* (essentiellement des équipements pour les recherches en sciences cognitives, mais aussi des données issues des expérimentations sur ces équipements ou d'autres), *Data* (corpus de données quantitatives ou données traitées de manière quantitative), *Scripto* (données notées, du texte littéraire aux archives du monde contemporain en passant par les partitions, traitement numérique des textes), *Spatio* (ressources pour le traitement et l'analyse de données à références spatiales, imagerie et 3D).

Les MSH et leurs plateformes offrent des services, accueillent des chercheurs, des chercheuses et des ingénieur(e)s sur des sites dédiés. De son côté, le Réseau, structure transversale, crée du lien entre les MSH, labellise et rend visibles ces plateformes, accroît les liens entre les MSH et leurs partenaires. Le Réseau constitue ainsi un dispositif spécifique de partage de projets scientifiques, de compétences et d'outils d'accompagnement de la recherche. Grâce au soutien du Mesri, deux postes d'ingénieur(e) d'études viennent d'être créés au sein du Réseau pour mieux structurer et coordonner les actions des réseaux plateformes *Audio-visio* et *Cogito*. Par ailleurs, sous l'impulsion du RnMSH, une feuille de route pour les réseaux de plateformes dites de deuxième génération a été validée par le comité directeur du RnMSH.



Carte des MSH

Le Réseau et les MSH

- ▶ Réseau national des Maisons des Sciences de l'Homme (RnMSH)
- ▶ Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme (MMSH)
- ▶ Maison des Sciences de l'Homme et de l'Environnement Claude Nicolas Ledoux (MSHE)
- ▶ Maison des Sciences de l'Homme de Bordeaux
- ▶ Maison de la Recherche en Sciences Humaines (MRSH)
- ▶ Maison des Sciences de l'Homme Clermont-Ferrand (MSH)
- ▶ Maison des Sciences de l'Homme de Dijon (MSH de Dijon)
- ▶ Maison des Sciences de l'Homme Alpes (MSH Alpes)
- ▶ Maison Européenne des Sciences de l'Homme et de la Société (MESHS Lille)
- ▶ Maison des Sciences de l'Homme Lyon Saint-Etienne (MSH LSE)
- ▶ Maison des Sciences de l'Homme Sud (MSH Sud)
- ▶ Maison des Sciences de l'Homme Lorraine (MSH Lorraine)
- ▶ Maison des Sciences de l'Homme Mondes (MSH Mondes)
- ▶ Maison des Sciences de l'Homme Ange Guépin (MSH Ange Guépin)
- ▶ Maison des Sciences de l'Homme et de la société Sud-Est (MSH Sud-Est)
- ▶ Maison des Sciences de l'Homme Paris Nord (MSH PN)
- ▶ Maison des Sciences de l'Homme et de la Société (MSHS Poitiers)
- ▶ Maison des Sciences de l'Homme du Pacifique (MSH-P)
- ▶ Maison des Sciences de l'Homme en Bretagne (MSHB)
- ▶ Maison des Sciences de l'Homme Paris-Saclay (MSH Paris-Saclay)
- ▶ Maison interuniversitaire des Sciences de l'Homme - Alsace (Misha)
- ▶ Maison des Sciences de l'Homme et de la Société de Toulouse (MSHS Toulouse)
- ▶ Maison des sciences de l'homme Val de Loire (MSH VdL)

Les MSH et leur réseau national jouent également un rôle de structuration de la recherche en SHS à travers la fonction de porte d'entrée et d'appui aux Très Grandes Infrastructures de Recherche (désormais appelées IR*) telles Progedo et HumaNuM, ainsi qu'avec les autres infrastructures de recherche (IR) des SHS (Métopes, Collex Persée, etc.), et dans la co-construction de dispositifs et d'opération avec ces mêmes IR. Le RnMSH accompagne les transformations affectant les recherches en SHS, en particulier en ce qui concerne la science ouverte. Il apporte ainsi son soutien, et accompagne les MSH qui répondent à l'appel à projets annuel lancé par le Fonds National pour la Science Ouverte (FNSO) et par CollEx Persée. Le Réseau incite également fortement les chercheurs et chercheuses des MSH à déposer leurs articles sur Hal. Il mène actuellement une réflexion sur les transformations de l'édition, en particulier sur les positionnements des pôles éditoriaux et pépinières de revues, en lien avec l'InSHS.

Par ailleurs, les MSH et leur réseau sont des creusets d'approfondissement des questions transversales et des nouveaux sujets émergents d'une part, d'analyse et de réponses aux grands défis sociétaux d'autre part. Le RnMSH remplit ici une fonction d'impulsion et de structuration de certains champs et secteurs de recherche pluri, interdisciplinaires et transversaux, comme cela peut être le cas à travers son implication dans l'opération *HS3P-CriSE Crises sanitaires et environnementales – Humanités, sciences sociales, santé publique*, coordonnée par le CNRS (InSHS) et l'Inserm, sous l'égide des Alliances Athéna, Aviesan et Allenvi, où il déploie plusieurs actions importantes. Le RnMSH, grâce à l'action d'une chargée de mission, facilite ainsi la mise en lien de chercheurs et chercheuses impliqués dans ces thématiques de recherche. À partir d'un questionnaire diffusé largement, 450 projets ont déjà ainsi été recensés et de nombreux liens scientifiques ont été effectués qui permettent d'accroître les collaborations interdisciplinaires. Son action repose également sur la programmation d'un cycle très actif de webinaires portant sur « Les sciences à l'épreuve des crises sanitaires et environnementales ».

Sur le plan institutionnel et de la gouvernance, un chantier a été ouvert à l'automne 2018, sous l'égide du CNRS, en partenariat avec le Mesri, la Conférence des présidents d'université (CPU) ainsi que l'Alliance Athéna. Il a permis la révision des textes fondamentaux des MSH : la charte (des missions) des MSH, le modèle de convention pour les MSH, et la convention du Groupement d'Intérêt Scientifique (Gis) du Réseau des MSH.

Cet *aggiornamento* institutionnel a débouché sur un certain nombre de réformes organisationnelles et de structure. Depuis 2019, le RnMSH est animé par un Directoire, composé de trois directeurs de MSH en exercice, et un Bureau composé des trois membres du Directoire et de trois autres directeurs de MSH en activité. Bureau et Directoire sont élus par le comité directeur qui rassemble l'ensemble des directeurs des MSH. Un membre du Bureau est par ailleurs présent au sein de chaque comité de pilotage des MSH.

Le conseil scientifique (CS) du RnMSH formule quant à lui des avis sur les orientations générales et les priorités du Gis ainsi que sur les demandes d'adhésion au Réseau. Il apporte son soutien aux MSH et assure le suivi de leurs orientations scientifiques dans le cadre du Réseau. Il peut également, en accord avec le Réseau, impulser des manifestations scientifiques d'envergure, comme dans le cadre du colloque *InderdisciplinaritéS* organisé en deux

Le Directoire du RnMSH : Pascal Buléon (Caen), Gilles Pollet (Lyon Saint-Etienne), Nicolas Thély (Bretagne)

Le Bureau du RnMSH : Sophie Bouffier (Aix-Marseille), Didier Breton (Strasbourg), Pascal Buléon (Caen), Gilles Pollet (Lyon Saint-Etienne), Jean Vigreux (Dijon), Nicolas Thély (Bretagne)

L'équipe du RnMSH :

Infrastructure de recherche nationale, le RnMSH et ses 22 MSH constitués en Gis, s'appuie sur une unité mixte de service, dont les personnels sont les suivants :

- ▶ Myriam Danon-Szmydt, ingénieure de recherche CNRS, secrétaire générale du RnMSH, et directrice de l'unité mixte de service, myriam.danon@cnrs.fr
- ▶ Chiara Chelini, ingénieure d'études CNRS, animatrice de communautés, chiara.chelini@cnrs.fr
- ▶ Claire Couly, en CDD, ingénieure d'études CNRS, chargée de la valorisation de la recherche autour de HS3P-CriSE Crises sanitaires et environnementales
- ▶ Lara Boisseleau et Claire Perret, chargées de mission (CDD) pour les deux réseaux de plateformes *Cogito* et *Audio-visio*.

temps en septembre 2021 et janvier 2022 au sein de la *Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme* (MMSH, USR3125, CNRS / AMU). Un membre du CS du RnMSH siège également au sein des CS de chaque MSH.

Le Gis RnMSH s'appuie une secrétaire générale, une animatrice de communautés et des chargés de mission qui déclinent la stratégie scientifique définie par le CNRS, le MESRI et leurs partenaires, et mise en œuvre par le Réseau, en organisant et en animant les instances, en proposant et en mettant en place des actions, et en rendant visible l'ensemble des opérations menées.

Gilles Pollet pour le Directoire du RnMSH

contact&info

- ▶ Myriam Danon-Szmydt, RnMSH
myriam.danon@cnrs.fr
- ▶ Pour en savoir plus
<https://www.msh-reseau.fr>

La Maison des Sciences de l'Homme du Pacifique : questions locales et enjeux internationaux

Professeur d'ethno-archéologie du Pacifique, *Éric Conte s'intéresse notamment au peuplement de la Polynésie orientale. Il dirige la Maison des Sciences de l'Homme du Pacifique (MSH-P, USR2003, CNRS / Université de la Polynésie française).*



Enquête linguistique sur l'atoll de Fakahina (Tuamotu), avril 2019 © Jacques Vernaudon

C'est dans le Pacifique, entouré des plus grandes puissances, que se posent les enjeux planétaires du ^{xxi}e siècle : géostratégiques, environnementaux, économiques, etc.

La France est présente dans le Pacifique avec ses trois territoires, chacun avec un statut original au sein de la République (Nouvelle-Calédonie, Wallis et Futuna, Polynésie française) : une position privilégiée pour approfondir la connaissance de la région dans son ensemble et y intensifier les recherches sur les grandes questions qui la traversent et les sociétés qui la peuplent.

C'est à cet objectif, fort ambitieux eu égard à sa modestie actuelle, qu'a répondu la création récente (2017), à Tahiti, par le CNRS et l'Université de la Polynésie française, de la Maison des Sciences de l'Homme du Pacifique que dirige le Professeur Eric Conte. La plus petite MSH du Réseau national des Maisons des Sciences de l'Homme (RnMSH), a aussi pour particularité d'être la première établie hors de l'Hexagone.

Son objectif principal est de contribuer au développement et à la structuration des recherches en sciences humaines et sociales dans la région, en soutenant les équipes des deux universités françaises qui y sont implantées, l'investissement des chercheurs et chercheuses des institutions métropolitaines et les collaborations internationales, en priorité avec les centres de recherche du Pacifique.

La MSH-P est un hôtel à projets, à la structure très légère (un directeur et une secrétaire générale). Pour chaque nouveau projet, une équipe est constituée avec des chercheurs et chercheuses extérieurs (responsable, post-doctorants, etc.) : un fonctionnement qui confère réactivité et flexibilité.

Trois programmes de recherche parmi les nombreuses actions (colloques, publications d'ouvrages, etc.) illustrent la diversité des thématiques abordées.

Des bases et des outils informatiques de pointe dédiés aux langues polynésiennes

La Polynésie française est remarquable par sa diversité linguistique. Elle compte une quinzaine de langues et dialectes issus du peuplement initial. Ces langues sont cependant grandement menacées dans leur transmission. Cette situation est commune à celle des 1 500 langues autochtones du Pacifique insulaire (soit un cinquième des langues du monde). D'ici un siècle, il n'en restera probablement plus que quelques centaines. Pour répondre à ces enjeux de conservation du patrimoine symbolique de l'humanité et de recherche sur le langage, la MSH-P collabore étroitement avec les équipes australiennes de la *Pacific and regional archive for digital sources in endangered cultures* et du *Centre of Excellence for the Dynamics of Language*, afin de développer locale-



Les sites d'essais nucléaires dans le monde en 1962 © Benjamin Furst et Renaud Meltz

ment, en Polynésie française, des compétences de haut niveau nécessaires à la réalisation de bases de données et d'archives numériques dédiées aux langues autochtones sous la direction du Docteur Jacques Vernaudon. Ces bases agrègent à la fois des corpus écrits (dictionnaires, enquêtes lexicographiques, textes divers) et oraux et offrent des outils informatiques d'analyse et d'interopérabilité. Des sites publics de consultation permettent la visualisation et l'exploitation de ces riches informations. Par exemple, en partant d'un mot dans le dictionnaire tahitien-français en ligne, un utilisateur accède à ses occurrences dans des textes référencés du XIX^e et du XX^e siècles.

Une autre base, conçue en partenariat avec le *Max Planck Institute for the Science of Human History* en Allemagne, agrège les équivalents de traduction de 2 200 mots dans 24 langues et dialectes contemporains de Polynésie orientale (soit environ 45 000 items) et contribue à l'étude des processus historiques de diversification à partir de la langue-mère, le proto-polynésien. Enfin, une archive orale, en cours de développement, permet le dépôt, la conservation et la consultation d'enregistrements de terrain et leur transcription.

Histoire et mémoire des essais nucléaires en Polynésie française

Le programme « Histoire et mémoires du CEP », commencé en octobre 2018, vise à écrire une histoire aussi globale que possible du Centre d'Expérimentation du Pacifique. Après les essais réalisés dans le Sahara algérien, la France cherche un « site lointain » pour les tirs atmosphériques destinés à la mise au point de sa bombe H, d'une puissance mégatonnique. En juillet 1962, le général Thiry propose aux politiques les atolls de Moruroa et Fangataufa, sans autre alternative. Aux critères explicites, concernant la sûreté, la sécurité et la logistique, s'ajoutent des enjeux inavoués (le charme de la Nouvelle-Cythère et des vahinés) et le poids de l'histoire : le Pacifique, marqué par le stigmate nucléaire depuis 1946, après les essais américains puis britanniques, est aussi le Grand Océan où il importe de réaffirmer une présence française. L'histoire du CEP proposée par l'équipe d'une quinzaine de chercheurs en SHS que pilote l'historien Renaud Meltz, prend la dimension d'un « deuxième contact », l'arrivée soudaine de plusieurs

milliers d'hommes rappelant, en renouvelant les enjeux, le « premier contact » à partir du XVI^e siècle et surtout au XVIII^e siècle. La Polynésie française connaît une décennie de transformations rapides du début du chantier (1964) jusqu'au terme des essais aériens (1974). Le chantier, terminé au printemps 1966, afin de mener une première campagne de juillet à octobre 1966, met en contact des hommes, des objets et des idées dans la base arrière de Tahiti, dont le port est réaménagé pour l'occasion, mais aussi à Hao, atoll qui sert de base avancée, et dans la multitude de postes périphériques créés dans l'ensemble des archipels polynésiens. Le déséquilibre induit est d'abord démographique. À Tahiti, bien sûr, qui emploie 68 % des militaires du CEP dès 1964, mais surtout à Hao, où 2 650 personnes travaillent en 1965, alors que 168 individus seulement y vivaient trois ans plus tôt. La première campagne mobilise en juillet 12 427 militaires, presque tous des hommes.

La rencontre de ces deux mondes pose des questions historiographiques : quelle est la marge de manœuvre des Polynésiens, face à cette modernisation rapide, en situation coloniale ? Mais aussi des questions de méthodes : la difficulté tient moins au rééquilibrage d'une histoire asymétrique — le point de vue polynésien pouvant être restituée par une campagne de témoignages et des archives de la vie quotidienne — qu'à une question de sources permettant de documenter la décision française. Les archives des Armées ou du CEA concernant le CEP sont aussi abondantes que verrouillées par une application très large de la loi de 2008 qui voue à l'incommunicabilité perpétuelle les informations « proliférantes ». Une intense campagne de pédagogie auprès des autorités a concouru à la décision prise par le Président de la République lors d'une table ronde réunie en juillet 2021 : une déclassification massive des archives concernant le CEP, mise en œuvre par une commission à laquelle participent deux représentants de la Polynésie française. Ces sources permettront de mieux documenter le mélange d'idéal protecteur et de légèreté dans la définition des aléas, qui a conduit à taire les retombées qui ont concerné les opérateurs et les populations riveraines, dès *Aldébaran*, le premier essai nucléaire, réalisé le 2 juillet 1966. La date du tir, repoussé de vingt-quatre heures suite à un impondérable, la taille inattendue du nuage radioactif, la levée d'une brise de basse altitude : ces trois aléas, en se combinant, ont provoqué

des retombées toxiques sur l'archipel des Gambier. La dissimulation, pendant longtemps, de cet accident inaugural, explique que l'histoire du CEP ne soit pas close. Ni le passage aux essais souterrains, à partir de 1975, ni le moratoire décidé par François Mitterrand en 1992 (rompu par Jacques Chirac en 1995, pour une ultime campagne, terminée en 1996), ni l'opération Omega qui, en 1998, entend signifier symboliquement la fin du CEP, n'ont permis d'apaiser les interrogations des Polynésiens sur leur passé nucléaire. De fait, le démantèlement, qui clôt la circulation des matières radioactives, ne termine pas le traitement des déchets conventionnels. Le CEP fait encore partie de la vie des Polynésiens.

Saisir le changement social en Polynésie française

Depuis l'implantation du Centre d'Expérimentation du Pacifique en Polynésie française dans les années 1960, la société de cette communauté d'outre-mer a subi des transformations profondes. Or, en dépit des éclairages démographiques de l'Institut de la Statistique de Polynésie française (ISPF), des pans importants de la société polynésienne contemporaine demeurent très mal connus. Le programme de recherche vise à pallier ces manques en développant trois grandes enquêtes : sur la famille, sur les nouvelles classes populaires urbaines à Tahiti, et sur les nouvelles formes de mobilité, sur l'ensemble du territoire.

Parenté, famille et violences familiales

Le premier axe d'enquête s'intéresse ainsi à la transformation des familles, dans un contexte où les formes traditionnelles de parenté polynésiennes rencontrent aujourd'hui des modèles familiaux européens, portés par les institutions publiques, à travers le droit de la famille, par exemple, et un métissage croissant de la population. Il en résulte une grande pluralité des formes familiales, dans un contexte où la famille joue un rôle très structurant sur les trajectoires des individus. Il s'agit de comprendre ces nouvelles configurations, à la croisée de la sociologie de la famille et de l'anthropologie de la parenté.

Les nouvelles classes populaires urbaines

Le deuxième axe, en cours de développement, porte sur l'émergence récente d'une nouvelle classe populaire urbaine, à Tahiti. Cette enquête entend faire l'histoire d'un quartier prioritaire de la politique de la ville pour appréhender les effets concrets de la montée puis du démantèlement de l'économie du nucléaire sur le processus d'urbanisation et la vie de ces populations, le plus souvent originaires des îles.

Transformations sociales et nouvelles mobilités sur le territoire

Le troisième axe prend pour objet les formes contemporaines de mobilité en Polynésie, qui participent fortement à structurer le territoire et, plus largement, la société. Une première enquête, auprès des populations en situation d'errance, démontre l'imbrication forte entre les dynamiques familiales, les migrations et la question de la propriété foncière. Cet axe a vocation à être développé, en s'intéressant à d'autres formes de mobilité.



Groupe de femme sans-abri lors d'une exposition vente de leurs produits artisanaux (2018) © Yasmina Taerea

En appui sur ces trois axes, le programme de recherche doit permettre une mise à jour transversale des savoirs sociologiques sur la société contemporaine de Polynésie française. En rendant disponible un socle de connaissances portant sur des enjeux essentiels du territoire, il facilitera grandement le développement de recherches ultérieures et la conception des politiques publiques.

En à peine quatre ans d'existence, la Maison des Sciences de l'Homme du Pacifique est devenue un acteur majeur de la recherche en Polynésie française. Pour agir au niveau du Pacifique tout entier, elle doit bientôt s'implanter en Nouvelle-Calédonie et, afin de remplir pleinement ses missions, se renforcer encore dans le temps.



contact&info

► Éric Conte,
MSH-P

eric.conte@upf.pf

► Pour en savoir plus

<http://www.mshp.upf.pf/fr>

UN CARNET À LA UNE



À travers champs

Créé en décembre 2015, *À travers champs. Les nouvelles manières d'être historien au xx^e siècle* est le carnet de chercheuse d'Aurore Chéry, docteure en histoire moderne. Ce carnet s'appuie sur son expérience, en tant que doctorante et jeune chercheuse, de diverses formes du travail des historiens et historiennes. Il offre des pistes de réflexion à celles et ceux qui souhaitent développer de nouvelles manières de faire de la recherche en sciences humaines.

L'expression « à travers champ » renvoie à l'idée d'un itinéraire hors des sentiers battus académiques et disciplinaires, ainsi qu'à la diversité des approches méthodologiques, ici appliquées à l'histoire des xviii^e et xix^e siècles.

Ainsi, parmi les nombreux itinéraires à travers champs, la figure de *Françoise Boze*, maîtresse invisibilisée de Louis XVI, permet de rendre compte de toute la complexité du contexte politique révolutionnaire et pré-révolutionnaire. *L'analyse d'un tableau du peintre danois Nicolai Abildgaard* montre les rapports de l'absolutisme avec la révolution aussi bien au Danemark qu'en

France. Le billet *Sans contrefaçon, je suis un garçon : Louis XVI en femme* propose une réflexion sur la place des identités de genre à la fin du xviii^e siècle à partir d'une gravure du chevalier d'Éon. L'autrice s'interroge par ailleurs sur le *contenu révolutionnaire de l'œuvre shakespearienne*. Les usages publics de l'histoire sont aussi abordés dans ce carnet, avec par exemple la publication d'une analyse détaillée des clichés de « *fashion victim* » entourant Marie-Antoinette en quatre billets intitulés *Marie-Antoinette aimait-elle la mode ?*

Les publications de ce carnet très riche rendent ainsi compte des nouvelles manières d'être historien et historienne au xx^e siècle, en ne s'interdisant pas de recourir aux perspectives comparatives entre différents pays. Ils développent les problématiques que ces nouvelles pratiques soulèvent mais aussi ce en quoi elles peuvent s'avérer d'un grand profit pour la recherche.

Sophie Guillot



contact&info

► Aurore Chéry
aurore.chery@orange.fr

► Pour en savoir plus
<https://atravers.hypotheses.org>
<https://www.openedition.org/17155>

contact&info

► Céline Guilleux
celine.guilleux@openedition.org
OpenEdition

► Pour en savoir plus
<https://www.openedition.org>

la lettre de l'InSHS

- ▶ **Directrice de la publication** Marie Gaille
- ▶ **Directeur de la rédaction** Alexandre Gefen
- ▶ **Responsable éditoriale** Armelle Leclerc armelle.leclerc@cnrs-dir.fr
- ▶ **Conception graphique** Sandrine Clérisse & Bruno Roulet, Secteur de l'imprimé PMA
- ▶ **Graphisme Bandeau** Valérie Pierre, direction de la Communication CNRS
- ▶ **Crédits images Bandeau**
© Photothèque du CNRS / Hervé Théry, Émilie Maj, Caroline Rose, Kaksonen
- ▶ **Pour consulter la lettre en ligne**
www.cnrs.fr/inshs/Lettres-information-INSHS/lettres-informationINSHS.htm
- ▶ **S'abonner / se désabonner**
- ▶ **Pour accéder aux autres actualités de l'InSHS**
www.cnrs.fr/inshs
- ▶ **Retrouvez l'InSHS sur Twitter** @INSHS_CNRS

Institut des sciences humaines et sociales CNRS

• 3 rue Michel-Ange 75794 Paris cedex 16 •

ISSN : 2272-0243